N° 2. — Février 1925 Prix : 2 francs

CEDIAS BIBLIOTHÈQUE MUSÉE SOCIAL

la Révolution prolétarienne

Revue Mensuelle Syndicaliste Communiste

SOMMAIRE

La légende du trotskysme ..... A. Rosmer.

Documents :

Une lettre de Trotsky. — La résolution du Comité Central.

Le Carnet du Sauvage :

Oui, Monmousseau, chacun à sa place ..... P. Monatte.

Le rôle du Parti ..... R. Louzon.

Impressions de Congrès :

A Clichy (J. L.).—A l'Union des Syndicats de la Seine (Jean Didier).

Un coup d'œil aux Balkans ..... J. Péra.

De la « volaille à plumer » au « bonapartisme international » ..... A. R.

PARMI NOS LETTRES

Syndicats et Parti. — Le Congrès de Clichy vu de loin. — Le silence est rompu. — Rectification qui ne rectifie rien.

NOTES ÉCONOMIQUES

Un problème capital d'économie communiste.—Chronique des Monopoles : Constructeur, exploitant et client. — Le « Bon Marché » absorbe Dufayel. (R. Louzon).

FAITS ET DOCUMENTS

Les faits du mois. — La Conférence d'Amsterdam et l'unité syndicale internationale. — Maurin à Monjuich. — L'expulsion de M. N. Roy. (A. R.).

ADMINISTRATION et RÉDACTION, 17, rue André-del-Sarte. — PARIS (XVIIIe).

Source gallica.bnf.fr / CODHOS / CEDIAS – Musée social

La Révolution Prolétarienne

Revue Mensuelle Syndicaliste Communiste

LE "NOYAU"

PIERRE MONATTE, ALFRED ROSMER, V. DELAGARDE, M. CHAMBELLAND, R. LOUZON, A. GARNERY, V. GODONNÈCHE, ALBIN VILLEVAL, GEORGES AIRELLE, J. AUFRÈRE, D. ANTONINI, G. LACOSTE, F. CHARBIT, L. MARZET, F. RICHERAND

Adresser toute la Correspondance relative à la Rédaction et à l'Administration à :

V. GODONNÈCHE
17, rue André-del-Sarte
PARIS (XVIIIe)
Chèque Postal : **734-99** Paris

CONDITIONS D'ABONNEMENT

France, Algérie, Colonies		Exterieur	
Six mois	11 fr.	Six mois	15 fr.
Un an	20 fr.	Un an	30 fr.

Prix du Numéro :
France : **2** fr. - Extérieur : **2** fr. **50**

Les Publications récentes

QUESTIONS SOCIALES

Georges BOURGIN et G. HENRIOT : *Procès-verbaux de la Commune de 1871*, tome Ier, 45 fr. (Edit. Ernest Leroux).

Lucien ROMIER : *Explication de notre Temps*, 7 fr. 50 (Grasset).

Paul de ROUSIERS : *Les Grandes Industries modernes*, tome II. *La métallurgie*, 9 fr. (Libr. Colin).

G. RENARD : *Les Travailleurs du Livre et du Journal*, 2 vol. de la Bibl. soc. des métiers, 10 fr. chaque (Edit. G. Doin.)

Ernest JUDET : *Georges Louis*, 8 fr. 50 (Rieder, édit.)

E. VANDERVELDE : *Histoire du parti ouvrier belge*, 20 fr. (Edit. de l'Eglantine, Bruxelles).

E. VANDERVELDE : *Les Balkans et la Paix*, 3 fr. (Edit. de l'Eglantine, Bruxelles).

Ch. GIDE : *La Russie soviétique*, 4 fr. (Edit. de la Conciliation internationale, 33, rue Fontevrault, La Flèche, Sarthe).

Œuvres complètes de Karl MARX : *Histoire des Doctrines économiques*, tome V : Ricardo, 8 fr. (Alfred Costes, édit.).

Elisée RECLUS : *Correspondance*, tome III et dernier, 10 fr. (Alfred Costes, édit.).

Jules MOCH : *La Russie des soviets*, 9 fr. (L'Ile de France).

ROMANS

Rabindranath TAGORE : *A quatre voix*, trad. de Madeleine Rolland, précédée d'une étude sur l'auteur par Romain Rolland (Edit. du « Sagittaire » Simon Kra).

H. BARBUSSE : *Les Enchaînements*, 2 vol. 15 fr. (Flammarion).

VIENT de PARAITRE :

Élisée RECLUS

Correspondance

Tome III et dernier

De 1889 à 1905
et compléments aux deux premiers volumes

Un volume in-8 de 340 pages avec portrait et autographe ..... **10** fr.

En Vente :

TOME I

De 1850 à 1870

Un volume in-8 de 352 pages avec portrait d'après DÉVÉRIA ..... **9** fr.

TOME II

De 1870 à 1889

Un volume in-8 de 460 pages avec deux portraits ..... **9** fr.

Œuvres complètes de KARL MARX

Traduites par J. MOLITOR
Agrégé de l'Université, Inspecteur d'Académie

VIENT de PARAITRE :

Histoire des Doctrines Économiques

TOME V

RICARDO (*suite et fin*)
Un volume in-16 ..... **8** fr.

En Vente :

Le Capital

I. - **Le PROCÈS de la PRODUCTION du CAPITAL,** précédé d'une introduction à l'ensemble du marxisme, par KARL KAUTSKY, *4 vol. in-16, de 304, 288, 276 et 292 pages.* Chaque volume ..... **8** fr.

Histoire des Doctrines économiques

I. - **DEPUIS les ORIGINES de la THÉORIE de la PLUS-VALUE jusqu'à ADAM SMITH.** *2 volumes in-16 de 344 et 218 pages.* Chaque volume ..... **8** fr.

II. - **RICARDO.** *2 volumes in-16 de 368 et 320 pages* ..... **10** et **8** fr.

Librairie A. COSTES, Éditeur, 8, rue Monsieur-le-Prince - PARIS (VIe)

CEDIAS
BIBLIOTHÈQUE
MUSÉE SOCIAL

A propos du dernier "avertissement" donné à Trotsky

La légende du trotskysme

S'il était permis, au moment où la crise de l'hiver dernier a surgi au sein du Parti communiste russe, de se demander quelle était sa signification réelle et à quoi elle pouvait conduire, un tel doute n'est plus possible aujourd'hui.

Après une accalmie plus apparente que réelle, la discussion a repris, avec une brutalité accrue, à la première occasion, au premier prétexte, et le but poursuivi par les adversaires de Trotsky s'est trouvé crûment révélé par la résolution monstrueuse quoique bâtarde, mesquine, contradictoire, incohérente — un modèle de grossière polémique — qu'a votée, le 17 janvier, le Comité Central, à la quasi unanimité.

Maintenant qu'on dispose de plus d'une année pour suivre et juger les événements, chacun peut voir les phases successives de la campagne menée contre Trotsky et en dégager le sens.

Car le conflit qui a éclaté à l'automne de 1923 ne saurait être réduit à un conflit de personnes, une querelle de chefs : s'il porte sur des hommes, il porte plus encore sur les méthodes que ces hommes représentent.

D'abord, il ne s'agissait, disait-on, que d'un différend passager, facile à trancher. Pourtant, la tournure donnée à la discussion laissait percer le but poursuivi, qui n'était pas de concentrer tous les efforts et de grouper les forces pour résoudre la crise qui se manifestait brutalement et dangeureusement dans le pays, mais d'entamer l'influence de Trotsky. Quand nous le disions alors, quand nous affirmions que ce qu'on voulait c'était se débarrasser de Trotsky et, en même temps, écarter les méthodes qu'il préconise, on nous répondait : « Quelle sottise ! Qui peut songer à attaquer et à diminuer Trotsky. Il est une force nécessaire de la Révolution. » Zinoviev lui-même déclarait : « Trotsky s'est trompé, mais sa collaboration est indispensable. On ne peut pas concevoir le Bureau Politique sans lui. Il reste un de nos chefs les plus autorisés. »

Or, aujourd'hui, à moins d'un an d'intervalle, après de telles déclarations — faites sans sincérité mais parce qu'elles étaient nécessaires pour égarer la masse des travailleurs — on trouve qu'après tout on peut très bien se passer de Trotsky, que sa collaboration est si peu indispensable qu'on le chasse de ce Commissariat de la guerre, avec lequel il était si pleinement identifié et quant au chef des plus autorisés, il est devenu un menchevik, il veut reviser le léninisme, il veut substituer le « trotskysme » au léninisme, il est l'espoir de la contre-révolution, « les social-fascistes de l'*Avanti*, les mercenaires de la bourgeoisie allemande du *Vorwaerts*, les Renaudel et les Grumbach du *Quotidien*, etc., cherchent à se solidariser avec lui ». (Cela est dit textuellement dans la résolution du Comité Central.)

Sans doute, dans l'intervalle, les adversaires de Trotsky ne sont pas restés inactifs. Ils ont manœuvré sans cesse, s'efforçant de dissimuler les vraies questions par des artifices variés. Ils ont réveillé toutes les vieilles discussions intérieures du Parti russe, ils les ont jetées dans l'Internationale. On entasse les articles sur les articles, les résolutions sur les résolutions. La grande affaire est de créer une atmosphère telle que lorsqu'une assemblée ou un congrès est réuni, il n'a plus la liberté ni de discuter, ni d'exprimer sa pensée. L'unanimité qu'on veut obtenir à tout prix, et qu'on obtient, se manifeste dans le mécontentement, les critiques sourdes, le malaise.

L'origine de ce grave conflit est désormais complètement perdue de vue. Elle est ensevelie et disparaît sous un amoncellement de textes de toutes sortes. Il vaut la peine de la rechercher, de la reconstituer. Cela conduit tout de suite au fond des choses, à la réalité de la crise.

La discussion de 1923, son origine et ses causes

Comment la discussion de 1923 a-t-elle surgi ? Est-ce d'une manière arbitraire, artificielle, parce qu'il a plu à un camarade disposant d'une grande autorité de déchaîner un vrai bouleversement dans le Parti ? Nullement. La discussion fut provoquée par deux causes profondes et trop visibles : la situation économique du pays (condition des ouvriers et des paysans) et l'état du Parti.

La situation économique était grave et provoquait un vif mécontentement autant chez les ouvriers que chez les paysans. Les ouvriers recevaient leurs salaires avec des semaines et même des mois de retard, en une monnaie qui se dépréciait chaque jour. Il y eut des grèves, et des grèves dirigées par des communistes, membres du Parti. Les paysans ne pouvaient rien acheter par suite du rapport ridicule existant entre le prix du blé et celui des objets manufacturés. Selon la bonne méthode léniniste, Trotsky caractérisa cette crise par une image saisissante, celle des ciseaux dont les branches se sont écartées à l'extrême et qu'il faut à tout prix rapprocher. Désormais chacun eut cette image devant ses yeux, toute l'attention se trouva constamment portée sur ce problème vital et toutes les volontés se tendirent pour le résoudre.

Trotsky indiqua ses solutions : la concentration de l'industrie pour un meilleur aménagement des usines et un plus grand rendement ; un plan d'Etat pour substituer l'ordre et la méthode au chaos.

Dans le Parti, le mal résidait dans une passivité extrême des membres et dans le développement bureaucratique inquiétant qui en résultait.

Ce sont là des faits incontestés, incontestables.

Un tableau du P. C. R. en 1923

La passivité qui sévissait chez les membres et dans tous les organismes du Parti était telle qu'un des dirigeants qualifiés du Parti la dénonça en ces termes devant l'assemblée d'une des plus importantes sections de Moscou :

« Camarades, il me semble indispensable de tracer un tableau concret des inquiétudes qui agitent notre Parti. Il est inutile de parler ici de prémisses *à priori*, de différenciation, etc. etc. ; il faut poser nettement la question de savoir d'où vient ce qui tourmente la masse de notre Parti et d'où provient le mécontentement de la masse des sans-parti, mécontentement dont nous devons tous tenir compte, à commencer par le C. C. et à finir par les bureaux des noyaux du Parti : Une infinité de défauts ont provoqué un certain état de semi-crise au sein de notre Parti, état qui s'est accusé surtout par suite de la crise économique traversée actuellement par notre pays ; ces défauts peuvent tous être classés sous des rubriques déterminées.

« Où est le mal? Observez la vie d'un noyau du Parti, et d'abord, son mécanisme de travail, parce que chaque noyau a le sien. A en juger d'après l'organisation de Moscou, les secrétaires des noyaux sont ordinairement désignés par les Comités de rayons, et remarquez que les rayons n'essaient même pas de faire accepter leurs candidats par ces noyaux, mais se contentent de désigner tels ou tels camarades. D'habitude la mise aux voix s'effectue selon un mode admis une fois pour toutes. On demande à l'assemblée : « Qui est contre? » et comme on craint plus ou moins de se prononcer contre, le candidat désigné se trouve élu secrétaire du bureau du groupe. Si nous faisions une enquête pour établir combien de fois la mise aux voix a comporté les questions « qui est pour? » et « qui est contre? », nous constaterions sans difficulté que chez nous, dans la plupart des cas, les élections des fonctionnaires du Parti sont purement passives, parce que non seulement la mise aux voix a lieu sans discussion préalable, mais encore selon la formule « qui est contre ? » ; et, comme on est mal vu si l'on parle contre les « supérieurs », l'affaire est automatiquement réglée.

« Parlons maintenant de nos réunions de parti ; comment se passent-elles? J'ai moi-même pris plus d'une fois la parole dans de nombreuses réunions à Moscou et je sais comment se pratique la soi-disant discussion dans nos organisations de parti : élections du bureau de la réunion. Un des membres du Comité de rayon présente sa liste et demande : « Qui est contre? » Personne n'est contre, bien entendu, et l'affaire est réglée. Le même camarade proclame alors le bureau élu à l'unanimité. Après quoi, vient l'ordre du jour ; même procédure. Au cours de ces dernières années, je ne me rappelle que des cas isolés, et extrêmement rares, où les réunions du Parti ajoutaient à l'ordre du jour de nouveaux points. En général, lecture est donnée, pour finir, d'une résolution préparée à l'avance qui est adoptée, comme il est de règle. Le Président demande de nouveau : « Qui est contre? » et personne n'est contre. La résolution est adoptée à l'unanimité. Tel est le mode coutumier de fonctionnement de nos organisations de parti. Aussi, comment ne pas comprendre ceux de nos éléments les plus actifs quand ils expriment à ce sujet leur mécontentement, ils ne peuvent être satisfaits d'un tel ordre de chose.

« Bien souvent, les couches inférieures de nos organisations dressent même la barrière : « Pas de discussions », « Qui est contre? », etc. et ce système réduit à néant la vie intérieure du Parti. Il va de soi qu'une grande vague de mécontentement en résulte. J'ai cité quelques exemples empruntés à la vie de nos noyaux intérieurs ; la même chose peut être observée sous des formes quelque peu modifiées, dans toutes les autres catégories de la hiérarchie du Parti. »

Qui parle ainsi? Est-ce Trotsky ou quelqu'un de l'opposition? Non, c'est Boukharine. (1)

Le remède, c'est la lutte sans merci contre le bureaucratisme néfaste qui atrophie le Parti et le dénature ; c'est l'instauration de la *démocratie dans le Parti* qui ramènera la vie et l'activité dans tous les organismes du Parti, de haut en bas, et maintiendra le Parti à la hauteur de son énorme tâche. C'est celui qu'indique Trotsky. Quelqu'un s'élève-t-il contre ? Personne. Bien au contraire : on s'en dispute la priorité. Tout le monde veut l'avoir trouvé avant Trotsky et tout le monde parle de la nécessité d'un changement radical, d'un « cours nouveau » — la formule de Trotsky — d'une nouvelle orientation. Je pourrais faire dix citations typiques. Une seule suffira. Elle est tirée de la réponse de la *Pravda* et ainsi conçue :

« Nous ne connaissons pas un seul membre du Comité Central qui, au cours des discussions, ne se fût pas déclaré solidaire de la critique de l'« ancienne orientation », critique que contient en premier lieu la résolution du Comité Central. Trotsky ne pourrait pas nous nommer un seul membre du C. C. qui se déclarerait pour l'« ancienne orientation. »

Le 5 décembre, le Comité Central du Parti votait, à l'unanimité, une résolution consacrant le cours nouveau.

La discussion aurait donc dû s'arrêter là. Pourtant elle devait repartir avec un nouvel acharnement et sous la forme d'une violente polémique après la publication d'une lettre de Trotsky (écrite le 8 décembre mais parue seulement le 11, dans la *Pravda*). Pourquoi? C'est la question que nous nous posâmes ici et à laquelle nous ne pouvions trouver de réponse. Nous pensions bien que notre camarade

---

(1) Dans son discours au 13e Congrès du Parti Russe, Trotsky a cité ces déclarations de Boukharine. La *Correspondance Internationale* du 19 juin 1924 a donné le texte du discours de Trotsky et le *Bulletin Communiste* du 4 juillet l'a reproduit. (Pp. 639 et suiv.). Mais cherchez dans le *B. C.* les déclarations de Boukharine? Vous ne les y trouverez pas. On les a, sans doute, trouvé trop gênantes.

n'avait pas écrit sa lettre à la légère, sans raisons sérieuses. Mais ces raisons, nous ne pouvions les découvrir. Un camarade bien connu dans le mouvement ouvrier, et qui a mené la bataille pour l'opposition dans une section de Moscou, me les a exposées.

L'appareil bureaucratique du Parti battu, condamné, avait bien été forcé d'encaisser la résolution du Comité Central. Mais il songea à prendre sa revanche. Il se répandit aussitôt dans les sections du Parti de Moscou, et se chargeant d'exposer lui-même la résolution du C. C., il montra clairement sa volonté non de l'appliquer mais de l'enterrer. Trotsky, informé de ce sabotage qui mettait en péril tous les résultats acquis dans la discussion et le « cours nouveau » lui-même, résolut de le dénoncer sans délai. Malade, il ne put aller dans les sections. Il écrivit une lettre dont il demanda la publication dans la *Pravda*. Aussitôt le débat s'engagea dans une voie entièrement nouvelle.

Trotsky montrait, dans sa lettre, comment et dans quelles circonstances, l'ancienne génération peut dégénérer. La vieille garde du Parti, ou plus exactement la *troïka* (1) prit cette évocation du danger de dégénérescence, comme une allusion dirigée contre elle. Blessée, elle perdit tout sang-froid et toute mesure. Elle délaissa désormais complètement l'objet, cependant capital, de la discussion et s'engagea dans une polémique acharnée contre Trotsky qui, immobilisé par la maladie, dut assister, impuissant, à une « dénaturation monstrueuse » de ce qu'il pensait et de ce qu'il avait écrit et se trouva empêché de ramener le débat sur son vrai terrain. On parla de tout, des fractions, des rapports entre les vieux et les jeunes, d'un soi-disant projet d'arrestation de Lénine...

Les bureaucrates étaient sauvés et le « cours nouveau » enterré.

Les ciseaux

Le débat sur la crise économique revêtit une tournure moins âpre. De même que le remède à la crise du Parti proposé par Trotsky avait été accepté par le Comité Central dans son entier, ceux qu'il proposa pour surmonter la crise économique ne rencontrèrent pas d'adversaires. Chacun reconnut la nécessité de concentrer l'industrie et d'élaborer un plan général de la production. Ces principes admis, il ne restait plus qu'à entreprendre d'urgence leur application pratique. Il ne semblait pas qu'il y eût là matière à violentes controverses.

Pourquoi la discussion s'éternisa-t-elle? Parce que, si on ne pouvait attaquer de front les principes essentiels de l'amélioration nécessaire de la production, on pouvait très bien entraver leur application. L'un le faisait par démagogie locale ; d'autres, par paresse, par inertie, par routine. Or, Trotsky voulait *réaliser*. Il gênait les uns et les autres. De là, les attaques furieuses dirigées contre lui et, comme toujours pour la défense des mauvaises causes, la déformation radicale de sa pensée et de ses propositions.

On sait comment se termina cette première phase de la discussion. L'opposition, d'abord très forte, maîtresse de Moscou, fut entamée, puis affaiblie progressivement à mesure que le débat se porta des questions qui l'avaient provoqué sur d'autres, artificiellement soulevées et poussées au premier rang. On mobilisa l'Internationale. On chambarda les sections récalcitrantes qui refusaient de se prononcer à l'aveuglette, sur des questions capitales qu'elles ne connaissaient pas ou qu'elles connaissaient mal. Des émissaires de Zinoviev furent chargés de cette besogne. En criant bien fort : « A bas le fractionnisme ! » ils fabriquèrent des fractions. Ce fut un temps béni pour les ambitieux bornés et vulgaires qui empoisonnent le mouvement ouvrier d'après-guerre et eurent ainsi la possibilité de se pousser au premier rang.

Le Parti russe, en son XIIIe Congrès, condamna l'opposition comme mencheviste, petite-bourgeoise, contre-révolutionnaire, etc. L'Internationale communiste en fit autant au Ve Congrès. Du problème original, des constatations sur lesquelles, au début, tout le monde s'était mis d'accord, il n'était plus question. La mort de Lénine, survenue au vif de la discussion, permettait de les reléguer au second plan. La disparition du chef incontesté de la Révolution avait amené au Parti deux cent mille adhérents nouveaux, des ouvriers. Plus besoin de se préoccuper de l'appareil. Dans le domaine économique, on avait pu, au moyen de solutions temporaires réaliser une atténuation momentanée de la crise que la réforme monétaire consolida, ayant pour résultat essentiel une stabilisation relative du coût de la vie. Mais que le problème de la production reste encore aujourd'hui tout entier posé, une citation suffira à le montrer. Il est trop évident d'ailleurs que ce n'est pas une politique à la petite semaine qui permettra de le résoudre.

La situation générale vient, en effet, d'être caractérisée de la manière suivante par Rykov, dans le rapport fait par lui à Moscou, au VIe Congrès des Syndicats de l'Union :

« Notre industrie ne peut pas satisfaire en ce moment le marché paysan. Il y a disette de marchandises. Le remède doit être une extension de la production industrielle. Celle-ci peut être insuffisante, à cause de la faiblesse de nos ressources. Aussi, faudra-t-il peut-être, cette année, comme l'an dernier, employer une partie de notre valuta-or en achats à l'étranger. Nous avons, l'an dernier, acheté du coton. D'autres achats devront être faits cette année. Enfin, si l'industrie ne se développe pas encore assez vite, on pourra envisager pour un certain temps, l'introduction de quelques marchandises étrangères. Cette question est à l'étude. » (1)

(1) J'emploie cette expression parce qu'elle est courante dans l'Internationale. Elle désigne le triumvirat Zinoviev, Staline, Kamenev, qui, disposant par avance de trois voix sur sept, exerce une influence prépondérante au Bureau Politique.

(1) On se souvient qu'au cours des discussions de 1923, Ossinsky avait déjà proposé une mesure analogue. Il fut aussitôt qualifié de menchevik, petit-bourgeois, contre-révolutionnaire « objectif », etc., etc.

Ce bref résumé, mais où tous les faits essentiels sont notés, permet de retrouver l'origine de la crise, de suivre son développement, de dégager les caractéristiques des deux groupements qui se formèrent Les uns, par paresse, par démagogie, par routine — car il y a déjà une routine gouvernementale bien dangereuse — préconisent et défendent les solutions superficielles, éphémères, qui vaudront une semaine ou un mois. Pour suppléer à leur insuffisance, on aura reccurs aux moyens habituels dont dispose tout pouvoir. Les autres veulent attaquer le problème de front — selon l'exemple de Lénine. Ils proposent des mesures radicales, demandent qu'on les étudie, qu'on les discute avec la volonté d'appliquer les décisions prises, d'appeler le Parti tout entier à les mettre en œuvre, à les expliquer aux ouvriers et aux paysans, cherchant avant tout à convaincre et n'ayant recours à la contrainte que lorsque la persuasion a échoué. C'est là aussi l'exemple que Lénine a laissé.

Derrière tout le fracas de la discussion, ce sont ces deux conceptions qui se heurtent. Et si les ouvriers ont été tout de suite si sympathiques à l'opposition, c'est parce qu'ils ont eu le sentiment que l'opposition exprimait leur aspiration à une participation active à la vie soviétique.

Trotsky, pour sa part, a toujours senti profondément la nécessité de réalisations sérieuses dans le domaine de la production. Il a abordé les problèmes fondamentaux de la Révolution. Il s'est préoccupé de la vie individuelle, familiale, sociale des hommes, des femmes et des enfants.

Chose extraordinaire : c'est cela précisément qu'on lui reproche. On prétend que c'est trop tôt, que l'heure n'est pas encore venue où de telles réalisations pourront être envisagées, que la Révolution doit encore songer avant tout à sa défense et y consacrer toutes ses forces.

Ceux qui parlent ainsi, qui ne comprennent pas que le meilleur moyen de défendre la Révolution c'est de la consolider, de lui assurer une base chaque jour plus ferme et plus étendue, ce sont des hommes de parti enfermés dans la politique, au sens étroit du mot. Le Parti joue naturellement un grand rôle, surtout en Russie, mais pour que la Révolution vive, il faut aussi que les syndicats existent et soient capables d'assurer leur tâche, les Soviets, la leur. Sinon, une dangereuse déformation éclate dans le Parti lui-même qui n'a plus de vie réelle, tombe dans l'état passif décrit par Boukharine et se trouve finalement réduit à son appareil.

Il y a quelques années, quand on pouvait discuter ces questions dans l'Internationale, quand on examinait les rôles respectifs du Parti, des syndicats et des Soviets, on arrivait généralement à cette conclusion que le Parti apparaissait comme l'organisme le plus temporaire, et que c'est, soit aux Soviets, soit aux syndicats qu'incomberait le rôle dominant dans l'édification de la société communiste.

Avec Lénine, si attentif à la réalité et aux nécessités révolutionnaires, un équilibre s'établissait entre ces divers courants.

Maintenant, ce sont les hommes de parti qui l'emportent et leur politique au jour le jour. Ils fabriquent des congrès et des unanimités avec une grande dextérité. Qui résiste est aussitôt disqualifié comme droitier, menchevik, petit-bourgeois, contre-révolutionnaire (objectivement), etc. Mais où est, là-dedans, le communisme ?

Octobre

Battu au Congrès de son Parti, battu au Congrès de l'I. C. — les « vieux bolcheviks » français étant là pour donner le coup de pied de l'âne — Trotsky n'en avait pas moins continué son travail au Bureau Politique, au Conseil du Travail et de la Défense, à son Commissariat de la Guerre, s'acquittant de ses charges avec la haute conscience qui le caractérise, et trouvant néanmoins le temps de préparer et de prononcer, devant divers congrès et assemblées, des discours substantiels sur la situation internationale et sur divers problèmes intérieurs.

Jamais son autorité n'avait été plus grande. Il y avait même quelque chose d'exceptionnel et d'émouvant dans l'accueil qui lui était fait dès qu'il apparaissait devant une assemblée. On sentait que les ouvriers, contraints de le condamner par la machine du Parti, tenaient à affirmer haut et clair qu'ils continuaient à le considérer comme leur guide. Les délégués au Congrès de l'I. C. furent un peu surpris par ces témoignages démonstratifs de fidélité qui soulignaient un fait grave : le divorce entre la Direction du Parti et la masse. Les Français, gênés et troublés dans leur zèle « bolchevique », allèrent demander une explication à Staline...

Trotsky s'était incliné devant la décision du Parti. Il n'avait pas reconnu ses fautes — ainsi que le prétendit, comme par hasard, mensongèrement, l'*Humanité* — n'en ayant point commises. Il considérait la discussion comme terminée et on peut bien comprendre qu'il n'avait nul désir de la rouvrir. L'opposition avait été, après sa défaite, décimée, ses hommes les plus représentatifs ayant été dispersés aux quatre coins de la Russie et du monde. Il n'y avait, pour personne, intérêt à reprendre la discussion, et pour Trotsky moins que pour quiconque. On pouvait penser, d'ailleurs, avec raison, que les faits seraient plus forts que tout et se chargeraient de modifier les positions absurdes prises au cours de la discussion. La déclaration de Rykov, reprenant une suggestion d'Ossinsky, en est un frappant exemple.

Mais « 1917 » paraît. Et une vraie fureur se déchaîne du côté de la troïka. Le livre est un recueil d'études et d'articles anciens de Trotsky, toutes choses connues par conséquent. La terrible Introduction elle-même ne fait que reprendre des idées exprimées déjà par Trotsky dans la presse du Parti sans qu'aucun scandale n'en ait résulté.

En fait, si Trotsky avait complètement cessé les hostilités, il n'en était pas de même de la part de ses adversaires. Ils avaient poursuivi leur campagne d'une manière méthodique et insinuante. Ç'avait été, d'abord, une brochure de Kanatchikov, intitulée : « Histoire d'une déviation. » Quand on le faisait remarquer aux camarades russes, gênés ils disaient : « Ne parlez pas de ça. C'est une faute. On va en arrêter la vente. » Au même moment, on procédait à un nouveau tirage. Puis on créa une revue spéciale pour démontrer que Trotsky n'avait jamais été com-

muniste. On relevait minutieusement ses désaccords avec Lénine, toutes les phrases que Lénine avait pu écrire contre lui depuis 1903. Il y avait eu, aussi, des accords entre les deux hommes et à des moments décisifs : de ceux-là on ne parlait plus.

Le terrain était bien préparé et quand « 1917 » parut, on se jeta sur l'occasion inespérée avec frénésie. Aurait-on jamais pu imaginer un si beau prétexte !

Trotsky avait composé son livre et écrit son Introduction avec la seule préoccupation de dégager, pour les communistes de tous les pays, les enseignements de l'Octobre russe. A l'époque du Ve Congrès de l'I. C., au cours d'une entrevue avec des camarades espagnols, il avait déjà traité ce sujet. Selon lui, depuis la guerre, la Révolution a frappé à la porte dans trois pays : en Russie, en 1917 ; en Italie, en septembre 1920 ; en Allemagne, en 1923. Une victoire et deux défaites. Pourquoi ? C'est un problème, le plus grand de tous, qu'il faut étudier sérieusement. Il parla aussi, ce soir-là, de l'impérialisme américain, non pour en constater simplement la puissance accrue, mais pour en montrer les points vulnérables où on pouvait l'atteindre et tracer précisément une tâche pratique aux camarades espagnols : la liaison avec les communistes de même langue de l'Amérique du Sud où les Etats-Unis sont en train d'établir leur influence.

En écrivant son Introduction, il savait très bien qu'il s'aliénerait des camarades russes qui, d'accord avec lui sur les problèmes intérieurs ne le sont pas sur son appréciation de la situation en Allemagne. Il se désarmait donc, par avance, devant la troïka. Cela suffirait à montrer qu'il n'y avait pas trace de calcul, ni de manœuvre dans la publication de son livre.

Il fut le premier stupéfait de l'attaque furieuse qu'il déchaîna. Sans doute, le récit des événements de la période qui aboutissent à l'Octobre russe montre Kamenev et Zinoviev dans une position qui ne leur est guère favorable. Mais est-ce une raison pour renoncer à l'étude de cette époque ? Et a-t-on pris soin de ménager Trotsky quand, pour l'attaquer sans mesure, on doit d'abord fausser monstrueusement sa pensée, ses paroles, ses écrits ?

Mais, encore une fois, l'occasion était trop belle et trop attendue, pour Zinoviev pour qu'il ne s'en empare pas et décide de pousser la victoire jusqu'au bout. Sur ce terrain, Trotsky sera isolé : on pourra l'abattre. La première discussion pâlit auprès de celle qui va s'engager où seuls, d'ailleurs, Zinoviev et ses amis parleront. Trotsky donne les raisons de son silence dans la lettre que nous publions plus loin. On dit ce qu'on n'a pas encore osé dire. Dans le domaine de l'organisation militaire, il semble invulnérable. On l'a toujours montré comme l'homme qui a sauvé Pétrograd de Youdénitch, qui a mis debout, équipé, entraîné l'armée rouge victorieuse. Légendes que tout cela ! Les victoires remportées contre Koltchak, Dénikine, Youdénitch, elles l'ont été, non grâce à lui, mais contre lui. C'est Staline qui le dit. C'est Goussiev qui l'écrit, dans une brochure préparée secrètement depuis des mois et qu'on sert au moment favorable.

Ces traits suffisent à indiquer la fureur de l'attaque. En ce qui concerne l'attitude de Zinoviev et de Kamenev, c'est Boukharine qui se charge de la justifier. Il le fait dans cette réponse anonyme et embarrassée de la *Pravda*, qu'on comprend qu'il ne tienne guère à signer. Il ne s'agit, dit-il, que d'un désaccord secondaire de quelques jours et, au surplus, ces camarades ont reconnu leur erreur. Et il intitule sa réponse : « Comment il ne faut pas écrire l'histoire d'Octobre. » Si Octobre n'a jamais que lui comme historien, on n'en aura qu'une pauvre histoire. Nous croit-il si ignorants ? Assez de documents ont déjà été publiés pour qu'on soit fixé exactement sur la nature et sur la durée de ce désaccord. Il y en a d'autres, qu'il connaît et que nous connaissons aussi. Et il sait bien que Lénine a toujours dit de ce désaccord qu'il n'était pas *accidentel*.

Quant à la façon dont Kamenev a reconnu son erreur de 1917, on est fixé par la déclaration qu'il fit quatre ans plus tard, lors de l'adoption de la Nep par le Parti : « Eh bien ! dit-il, n'avions-nous pas raison en octobre ! »

Lénine et Trotsky

Suivant la tactique habituelle, la discussion fut portée sur un autre terrain : celui des désaccords qui ont existé entre Lénine et Trotsky.

Mais même quand on rappelle les controverses anciennes, on souligne seulement le fait qu'elles n'ont pas empêché les deux hommes de travailler ensemble, de collaborer étroitement durant tout le temps de la Révolution. De cette collaboration, on ne parle pas. Pourtant elle est plus actuelle que ce qu'on peut découvrir en fouillant les archives.

On sait l'importance que Lénine attachait à la question nationale. Il l'avait portée au premier plan dès le deuxième Congrès de l'I. C. En 1923, divers événements avaient mis cette question à l'ordre du jour du Parti communiste russe. Lénine, immobilisé par la maladie, suit pourtant de près la discussion. Craignant de ne pouvoir intervenir lui-même, il songe à se faire suppléer. A qui s'adresse-t-il ? A Trotsky. Il le fait en ces termes :

5 *Mars* 1923.

Cher camarade Trotsky,

Je vous prie instamment de prendre sur vous la défense de l'affaire géorgienne au Congrès du Parti : cette affaire est actuellement entre les mains de Staline et de Dzerjinsky. Je ne peux compter sur leur impartialité; c'est même tout le contraire. Si vous consentiez à prendre sur vous-même la défense, je pourrais être tranquille.

Je reproduis ce document parce qu'il est public. Il y en a d'autres. Tous indiquent l'absolue confiance témoignée par Lénine à Trotsky et l'accord entre les deux hommes sur toutes les questions présentes essentielles. N'est-ce pas, d'ailleurs, un fait connu de tous, en Russie, que Lénine, éloigné du travail par la maladie, insista auprès de Trotsky pour que celui-ci prît sa place au Conseil des Commissaires du Peuple et au Conseil du Travail et de la Défense ?

Perspectives révolutionnaires et revision du léninisme

La question des perspectives révolutionnaires n'est pas nouvelle. Elle a été, cela va de soi, constamment à l'ordre du jour de l'Internationale. Trotsky l'a souvent traitée : aux 3e et 4e Congrès de l'I. C., comme rapporteur désigné par le Parti russe, puis, plus récemment, dans divers discours et dans des écrits.

Ceux qui, voulant connaître la pensée de Trotsky avant de la critiquer, prendront la peine de lire ces textes — ils ont presque tous été publiés en français — seront frappés par deux choses : d'abord une continuité de vues absolue. Ce que Trotsky dit en 1924, c'est ce qu'il disait en 1921, en 1922, en plein accord avec Lénine. Puis ils saisiront sur le vif la façon dont on déforme sa pensée, sur ce point comme sur les autres. S'il y a une revision du léninisme, ils verront qui fait cette revision.

Le 3e Congrès de l'I. C. s'était réuni au lendemain de l'insurrection de mars 1921 en Allemagne. Il existait alors, dans diverses sections de l'Internationale, en rapport avec cette insurrection, un fort courant en faveur de la tactique de l'offensive à tout prix. Lénine et Trotsky jugeaient cette tactique extrêmement dangereuse pour le mouvement ouvrier de tous les pays, juste bonne à faire massacrer et décimer périodiquement les partis communistes. Ils furent chargés par le Parti russe de la combattre à fond devant le Congrès (1). Après discussion, ils firent adopter ce point de vue : la tactique dite de l'offensive fut définitivement condamnée.

Revenant sur cette question au cours d'un débat engagé lors du 4e Congrès, Trotsky s'exprime en ces termes :

« Je suis très heureux de l'occasion qui m'est offerte... de m'élever résolument encore une fois contre la conception mécanique, fataliste, antimarxiste, de la marche de la révolution qui, malgré l'œuvre salutaire au plus haut point du 3e Congrès, reste ancrée dans les cerveaux de quelques camarades qui, apparemment, se considèrent comme « de gauche ».

« Nous avons entendu dire au 3e Congrès que la crise économique durerait et ne cesserait de s'aggraver jusqu'à la prise du pouvoir par le prolétariat. C'est sur cette conception mécanique que s'appuyait l'optimisme révolutionnaire de certains camarades « de gauche ». Lorsque nous expliquions que des oscillations accidentelles de l'économie mondiale sont inévitables et qu'il faut les prévoir et en tenir compte dans notre tactique, il semblait à ces camarades que nous entreprenions presque la revision de tout le programme et de toute la tactique de l'Internationale. En réalité, nous ne faisions que la « revision » de quelques préjugés de gauche. »

La conséquence pratique de cette appréciation est la suivante :

« La bourgeoisie n'est pas pour nous une pierre qui roule au précipice, mais une force historique vive qui lutte, manœuvre, avance, tantôt son aile droite, tantôt son aile gauche. Et ce n'est que si nous apprenons tous les moyens et les méthodes politiques de la société bourgeoise pour réagir chaque fois sans hésitation ni retard que nous réussirons à accélérer le moment où, d'un mouvement juste et sûr, nous jetterons définitivement la bourgeoisie à l'abîme. »

A cette époque (novembre 1922), Trotsky prévoit l'arrivée au pouvoir des travaillistes en Angleterre, et du Bloc des Gauches en France. Il semble qu'on lui en veuille d'avoir exactement prévu ce qui devait se passer dans ces deux pays, et, pour l'attaquer, on affirme qu'il a déclaré que cette ère réformiste serait de longue durée. Or, voici ce qu'il dit à ce sujet :

« A supposer que Clynes, Caillaux-Blum ou Turati soient au pouvoir, ils ne pourraient mener une politique essentiellement différente de Lloyd George, Bonar Law, Poincaré et même Mussolini. Ils arriveront au pouvoir lorsque la situation de la bourgeoisie deviendra encore plus pénible que maintenant. La complète faillite de leur politique pourra, à condition, bien entendu, que nous ayons une tactique révolutionnaire résolue et souple en même temps, être entièrement dévoilée *dans un délai très court. Après les illusions de la guerre et de la victoire, les illusions pacifistes et les espérances réformistes ne peuvent, dans l'Europe capitaliste, ruinée et désorganisée à fond, qu'être les illusions éphémères de l'agonie bourgeoise.* »

C'est le même débat qui recommence aujourd'hui. Mais avec cette différence capitale dans la conclusion que, maintenant, ce sont les « gauchistes » qui l'emportent, ces « gauchistes » battus au 3e et 4e Congrès de l'I. C. et malmenés par Lénine plus rudement que par quiconque.

Trotsky persiste dans la méthode qui consiste à analyser exactement et minutieusement la situation, à déterminer les courants divers qui agitent la bourgeoisie, à tenir compte des faits pour être à même d'élaborer la tactique de lutte appropriée.

Or, les deux grands faits qui dominent la situation présente, ce sont : l'échec d'octobre 1923 en Allemagne et l'énorme développement de l'impérialisme américain et la fin de sa politique d'observation à l'égard de l'Europe.

Pour les gauchistes, ces faits sont sans importance. Si on les note, c'est qu'on ne croit plus à la Révolution. Il suffit de les ignorer et de procéder par affirmations sommaires. Une vague révolutionnaire est brisée en Allemagne : il faut dire qu'on est plus près que jamais de la Révolution. L'impérialisme américain ! Un fantôme inoffensif qui s'évanouira bientôt de lui-même. Tout ce qui

(1) Notons en passant les méthodes employées alors dans l'I. C., en contraste absolu avec celles auxquelles on a recours aujourd'hui. Lénine ne songea à aucun moment à « préparer » les sections, pour s'assurer par avance l'unanimité du Congrès. Les délégués vinrent à Moscou, où ils purent, à loisir, défendre leur point de vue au cours d'un ample débat.

n'est pas communiste est fasciste. La conclusion pratique de ces divagations, c'est qu'il n'y a pas d'autre tactique que le putsch. Tout ce qui est travail positif, fécond, prépare la classe ouvrière à la lutte, l'arme solidement contre la bourgeoisie, est saboté. Exemple : l'action faite pour réaliser l'unité syndicale. Ce soi-disant léninisme est la caricature la plus grossière et la plus bouffonne du léninisme. C'est un communisme simplifié, à l'usage d'automates peu compliqués. Et même, si on ne le veut pas, il ne peut conduire qu'au putsch (1).

La direction de l'I. C. paraît s'apercevoir de ce danger. Elle veut freiner. Mais il est trop tard. Elle est débordée par les « gauchistes » qu'elle a mis elle-même à la tête de ses sections. Et le langage qu'elle tient n'est pas toujours très différent du leur.

Qui donc, sur ce point capital, a revisé le léninisme ? Qui a provoqué une rupture brutale dans la tactique de l'Internationale ? Qui a désavoué la position prise par Lénine et Trotsky au 3e et au 4e Congrès ? Qui a anéanti le travail fécond de ces Congrès ?

Un des « gauchistes » les plus notoires, Bela Kun, fut, lors du 3e Congrès, traité par Lénine avec une telle rudesse qu'on pensait son rôle fini dans l'Internationale. Il était définitivement disqualifié. Or, non seulement il a reparu au 5e Congrès, mais la Direction de l'I. C. n'a rien trouvé de mieux que de lui confier la tâche d'expliquer ce qu'est le léninisme et d'en assurer la propagande !

Avant de clore ce chapitre des perspectives révolutionnaires, je veux donner un court extrait d'un discours que Sokolnikov vient de prononcer à Moscou sur ce sujet. Sokolnikov est un adversaire de Trotsky. Il parle ainsi :

« En étudiant la situation présente en Europe, il faut dire que dans les pays de l'Europe centrale, il est survenu un répit qui signifie le recul incontesté de la possibilité pour le prolétariat de saisir le pouvoir. Jusqu'à présent, en Europe Centrale, comme résultat de l'antagonisme régnant entre l'Allemagne d'une part, et la France de l'autre, la situation était telle qu'il semblait que le pouvoir pouvait passer immédiatement aux mains du prolétariat. Maintenant qu'un accord temporaire entre la France et l'Allemagne est survenu, non seulement la devise de cette dernière s'est stabilisée, mais aussi toute sa situation économique, ce qui a été suivi d'un certain relèvement de l'industrie. Les salaires montent, les ouvriers, fatigués de la lutte, répètent : « Nous attendrons ce que donnera le plan Dawes ; peut-être mangerons-nous du pain beurré, tandis que, jusqu'à présent, nous n'avons mangé que des croûtes. » Ainsi, un certain relâchement est survenu en Europe Centrale ; les différends entre l'Allemagne et la France s'adoucissent temporairement, les espérances d'une révolution en Allemagne reculent de ce fait. »

Si Sokolnikov était membre du Parti communiste français, il est sûr qu'aussitôt après avoir prononcé de telles paroles, il serait exclu comme mencheviste, défaitiste, droitier, etc.

Dès qu'on quitte le terrain de la démagogie hystérique, on parle comme Trotsky. Mais les conditions dans lesquelles on le fait privent cet accord tardif de tout profit. Il ne reste que l'incohérence.

L'attitude de la contre-révolution devant la crise

On dit : Trotsky, par son attitude, donne des armes à la bourgeoisie contre la Révolution russe. La contre-révolution se solidarise avec lui. Cela est écrit dans la résolution du Comité Central.

Dès qu'une crise éclate dans la Russie des Soviets, il est clair que la bourgeoisie se réjouit. N'ayant pas réussi par l'intervention armée, elle n'attend la délivrance que de luttes intérieures, affaiblissant, puis mettant la Révolution en danger.

Jusqu'à présent, elle a toujours été déçue, parce que des crises, des discussions, la Russie des Soviets est sortie plus forte, plus unie. Si, aujourd'hui, son espérance persiste, c'est uniquement parce que la crise dure, parce qu'elle se traduit par une division, une dispersion des forces. Or, la Révolution ne peut s'offrir le luxe de gaspiller ses forces. Elle ne triomphe qu'aussi longtemps qu'elle réussit à les rassembler. C'est ce que nous avons tenté de dire, dans une résolution, au début de 1924, et, s'il y avait eu une Internationale, c'est ce qu'elle aurait dit avec nous. Ceux qui n'ont pas voulu d'un tel langage, qui ont exigé, au contraire, que l'Internationale consacre la division des forces, sont seuls responsables de la situation présente. C'est leur politique qui ranime et entretient, dans la contre-révolution, l'espérance qu'elle avait perdue.

Deux des journaux d'Europe, parmi les plus acharnés et persévérants ennemis de la Russie des Soviets, expriment bien cette attitude. C'est le *Morning Post* qui écrit, dans son éditorial du 20 janvier :

« Dans l'intérêt le meilleur de la civilisation européenne, c'est sans doute une satisfaction d'apprendre que le triumvirat l'emporte. »

Il ne se solidarise pas avec Trotsky, mais avec la troïka contre Trotsky, dans l' « intérêt de la civilisation européenne ».

C'est le *Daily Mail* qui note avec joie, à la même date que « l'élimination de Trotsky du Commissariat de la Guerre, montre que si les chiens ne se mangent pas entre eux, le bolchevik dévore le bolchevik ».

Mais ce qui est bien plus grave que l'appréciation

(1) Un fait secondaire mais significatif caractérise la méthode de travail de nos « léninistes ». Pour attaquer Trotsky sur la question des perspectives et de l'impérialisme américain, ils ont critiqué un rapport fait par lui devant le Congrès des vétérinaires. Ils ont critiqué d'abord, puis finalement ont publié le texte du discours. Or, le texte qu'ils ont donné n'est pas celui du rapport fait au Congrès des vétérinires. C'est celui d'un discours prononcé deux semaines plus tard, devant une assemblée convoquée par la Société des Amis de la Faculté des Sciences, *ainsi que cela est dit dans le discours lui-même. Ils n'ont donc pas lu le texte qu'ils critiquent et impriment.*

de la bourgeoisie sur nos querelles, auxquelles elle ne peut rien comprendre, c'est que les journaux réformistes puissent écrire que, dans la Russie des Soviets, pour accroître la production, il a fallu instaurer le travail aux pièces, que le charbon s'accumule sur le carreau des mines, qu'il est nécessaire d'acheter du blé à l'étranger alors qu'on a songé à en exporter, que le nombre des chômeurs est considérable, que les assassinats de représentants du Parti par les paysans s'étendent, qu'enfin on vient de décider, pour équilibrer le budget, de rétablir le monopole de la vodka — comme du temps du tsarisme.

C'est cela qui peut impressionner des ouvriers. C'est cela qui constitue une arme dangereuse aux mains des réformistes, et il est imbécile de croire qu'il suffise de nier ces faits pour supprimer le danger qu'ils constituent.

Ni trotskysme
Ni trotskystes

Contre Trotsky, pour le combattre, on a inventé le trotskysme. Ses adversaires ont dressé une liste détaillée de toutes les controverses qui ont pu avoir lieu depuis 1903 entre Lénine et lui. En vain, Trotsky répond que tout cela est liquidé ou n'a qu'un intérêt historique, qu'il n'en est résulté nulle gêne pour le travail commun depuis 1917. Rien n'y fait. On consacre de longs articles à la théorie de la révolution permanente, et on continue d'affirmer que Trotsky sous-estime le rôle de la paysannerie. Le premier point n'intéresse que ceux qui ont des loisirs et le goût des recherches historiques. Le second est, par contre, tellement actuel que l'occasion ne manquera pas d'y revenir. Staline vient d'attirer l'attention sur sa gravité, en défendant, contre les critiques émanant des milieux ouvriers, les concessions politiques faites aux paysans. Les paysans sont exaspérés contre un bureaucratisme insupportable et bête, et ils veulent pouvoir acheter les objets manufacturés qui leur sont nécessaires. On se trouve ainsi ramené, en fin de compte, au problème de la production et à la lutte contre les bureaucrates de l'appareil dont, selon l'expression de Staline, « l'optimisme officiel fait mal au cœur ». Il paraît donc difficile de rendre Trotsky responsable de cet état de choses.

Nous avons voulu inscrire sur notre revue la double épithète « syndicaliste communiste ». Au moment où les conceptions qui étaient la base même de l'Internationale sont remises en question, il est bon de préciser sa position.

Nous ne sommes pas trotskystes, puisqu'il n'y a pas de trotskysme, et je suis tout à fait sûr que notre position « syndicaliste communiste » ne plaira pas à Trotsky, qu'il la critiquera sévèrement.

Nous ne sommes pas pessimistes à l'égard de la Révolution russe et de son rayonnement dans le monde. Même si la poussée révolutionnaire se ralentit un moment en Europe, l'influence de la Russie des Soviets en Orient reste énorme et grandit, et ce fait considérable développe sans cesse ses conséquences.

Mais quand nos camarades russes ne nous offrent plus — à nous à qui ils ont tant donné et appris — que le rappel de leurs vieilles polémiques périmées, plus le monopole de la vodka ; qu'au moment où une nouvelle offensive, dirigée par l'impérialisme britannique est déclenchée, contre la Russie des Soviets, ils ne trouvent rien de plus urgent que de diviser leurs forces et s'entredéchirer ; quand, dans l'Internationale, ils ne veulent plus que des instruments, alors nous sommes alarmés, et il n'est pas besoin d'être trotskyste pour penser qu'une telle politique est un crime contre la Révolution.

A. ROSMER.

LA LETTRE DE TROTSKY
à l'Assemblée plénière du C. C. du Parti Russe

Chers camarades,

Le premier point de l'ordre du jour de la présente Assemblée plénière du C. C. est donné par les résolutions des organisations locales sur « l'action de Trotsky ». Ne pouvant, malade, participer aux travaux de l'Assemblée, je pense lui faciliter l'examen de cette question en lui donnant les brèves explications ci-dessous.

1) *J'ai estimé, et j'estime encore, qu'il me serait possible d'apporter dans la discussion des objections de principe assez sérieuses contre l'accusation de poursuivre la « révision du léninisme » et la « diminution » du rôle de Lénine. Je me suis refusé à m'expliquer sur ce terrain, non seulement pour des raisons de santé, mais aussi parce que,* dans les conditions actuelles de la discussion, *toute intervention de ma part, quels qu'en fussent le contenu, le caractère et le ton, n'aurait servi qu'à exacerber la polémique, à la transformer en un combat, à lui donner un caractère plus âpre.*

A l'heure actuelle, examinant le cours de la discussion, j'estime, bien que de nombreuses accusations erronées et même énormes aient été produites contre moi, avoir bien fait de me taire dans les intérêts généraux du parti.

2) *Je ne puis en aucune façon admettre le reproche qui m'est fait de suivre une politique qui me soit particulière* («Trotskysme») *et de tendre à réviser le léninisme. La conviction qu'on m'attribue, de n'être pas venu au bochévisme qui serait venu à moi — me semble tout simplement énorme. Dans ma préface* Les Enseignements d'Octobre *je dis nettement (page 62)*

que le bochévisme s'est préparé à son rôle dans la révolution par une lutte intransigeante, non seulement contre le populisme (Narodniki) *et le menchévisme, mais aussi contre les « conciliateurs », c'est-à-dire contre la tendance à laquelle j'appartenais. Durant les huit dernières années, il ne m'est jamais venu à l'idée de considérer une question sous l'angle du « trotskysme », que je considère depuis longtemps comme politiquement liquidé. Que j'aie eu raison ou que je me sois trompé dans des questions posées devant le parti, je me suis toujours inspiré de l'expérience théorique et pratique de notre parti. Durant ces années, nul ne m'a dit que telles de mes idées ou de mes propositions fussent nuancées de « trotskysme ». C'est d'une façon pour moi tout à fait inattendue que ce mot a surgi au cours de la discussion sur mon livre* 1917.

3) *Sous ce rapport, c'est la question de la paysannerie qui a la plus grande importance politique. Je nie catégoriquement que la théorie de la « révolution permanente » qui appartient entièrement au passé, m'ait déterminé à négliger aussi peu que ce soit les paysans dans les conditions de la révolution soviétiste. S'il m'est arrivé, après octobre, de revenir à la formule de la « révolution permanente », ç'a a été uniquement au point de vue de l'histoire du parti, c'est-à-dire de l'étude du passé, et non pour examiner les problèmes politiques actuels. Les tentatives de créer sur cette question des contradictions inconciliables n'ont, à mon avis, pas plus de justification dans les huit années d'expérience de la révolution que nous avons traversées ensemble, qu'elles n'en auront dans les travaux ultérieurs.*

Je repousse de même le reproche de « pessimisme » en ce qui concerne notre édification socialiste en présence du ralentissement de la révolution en Occident. Malgré toutes les difficultés résultant d'un entourage capitaliste, les ressources politiques et économiques de la dictature soviétiste restent très grandes. Parlant au nom du parti, je l'ai plus d'une fois démontré, notamment dans les congrès internationaux, et j'estime que cette conviction conserve toute sa valeur dans la période actuelle de développement historique.

4) *Sur les questions tranchées par le XIIIe congrès, je n'ai présenté, ni au Comité Central, ni au Conseil du Travail et de la Défense, ni en dehors des institutions dirigeantes du parti et des Soviets, des propositions qui eussent posé de nouveau, directement ou indirectement, les questions déjà résolues par le congrès. Depuis le XIIIe congrès, se sont posées avec force de nouvelles tâches d'ordre économique, soviétiste et international. Leur accomplissement présente de grandes difficultés. Je n'ai jamais eu la pensée d'opposer une « plateforme » au C. C. Mon affirmation n'a besoin d'aucune preuve pour les camarades qui ont assisté aux séances du Bureau Politique, aux assemblées plénières du C. C., du Conseil du Travail et de la Défense ou du Conseil Révolutionnaire de l'Armée. Les questions litigieuses tranchées par le XIIIe congrès ont été de nouveau soulevées au cours de la dernière discussion, non seulement sans le moindre rapport avec mon travail, mais aussi pour autant que j'en peux juger, sans rapport avec les besoins pratiques de la politique du parti.*

5) *Pour autant que la préface à mon livre* 1917 *a été le prétexte formel de la dernière discussion, j'estime avant tout nécessaire de repousser l'accusation d'avoir publié mon livre à l'insu du C. C. Mon livre est paru (pendant ma cure au Caucase) dans les mêmes conditions que mes ouvrages précédents et ceux des autres membres du C.C. ou des militants du parti. C'est, bien entendu, l'affaire du parti d'établir le contrôle des publications communistes. Je n'ai, quant à moi, nullement porté atteinte aux formes de contrôle en vigueur ; je n'avais d'ailleurs aucune raison de le faire.*

6) *Les* Enseignements d'Octobre *réunissent des idées que j'avais exposées plus d'une fois plus particulièrement au cours de l'année dernière. Je rappelle mes conférences et mes articles derniers en date :* Sur la route de la Révolution européenne (*Tiflis*, 11 *avril* 1924), Perspectives et objectifs en Orient (21 *avril*), Le premier Mai en Occident et en Orient (29 *avril*). Au tournant (*préface* à 5 années de l'I. C.). L'étape actuelle (21 *juin*). Les questions fondamentales de la guerre civile.

Tous les écrits concernant la défaite de la Révolution allemande en automne 1923, *ont paru dans la* Pravda, *les* Izvestia *et d'autres publications. Aucun membre du C. C. ou du B. P. ne m'a indiqué que les idées y exprimées sont inexactes. La rédaction de la* Pravda *n'a jamais joint la moindre note à mes articles, ni tenté de me faire comprendre qu'elle n'était pas d'accord avec moi sur tel ou tel point.*

Je n'ai naturellement pas considéré mon analyse d'Octobre 1917 *en rapport avec les événements d'Allemagne, comme une « plateforme ». Je ne supposais même pas que mon ouvrage pût être considéré comme une « plateforme », qu'il n'était et ne pouvait pas être.*

7) *Plusieurs autres de mes ouvrages étant mis en cause, y compris ceux qui ont eu plusieurs éditions, j'estime nécessaire de constater que ni le Bureau Politique en son ensemble, ni aucun des membres du C. C. ne m'a indiqué que tel article ou tel livre pourrait être interprété comme tentant une « révision » du léninisme. J'ai surtout en vue mon livre* 1905 *qui, paru du vivant du Vladimir Illitch, a eu plusieurs éditions, a été chaudement recommandé par la presse communiste et traduit en plusieurs langues par l'I. C. Cet ouvrage est maintenant* la principale pièce à conviction justifiant le grief de révision du léninisme.

8) *Comme je l'ai déjà dit le présent exposé n'a qu'un but : Faciliter à l'Assemblée générale la solution de la question portée la première à l'ordre du jour.*

En ce qui concerne le reproche qui m'a été adressé à plusieurs reprises au cours de la discussion, de vouloir occuper une « position particulière » dans le parti, de ne pas me soumettre à sa discipline, de refuser d'accomplir les tâches que le C. C. me confierait etc.., je le déclare catégoriquement, sans vouloir apprécier ses accusations : Je suis prêt à accomplir n'importe quel travail *que le C. C. me confierait à n'*importe quel *poste, et même sans occu-*

per aucun poste, et, ce qui va de soi sous n'importe quel contrôle du Parti.

Il est inutile de démontrer qu'après la dernière discussion, les intérêts de notre cause exigent que je sois le plus rapidement possible libéré de mes fonctions de président du Conseil Révolutionnaire de l'Armée.

Je termine en ajoutant que je reste à Moscou jusqu'à l'Assemblée générale afin de pouvoir, le cas échéant, lui fournir les explications nécessaires.

L. TROTSKY.

15 *janvier* 1925.
Kremlin.

RÉSOLUTION DU COMITÉ CENTRAL
et de la Commission Centrale de Contrôle

La condition primordiale de tous les succès du parti bolchévik a toujours été une discipline de fer et une unité d'acier, le camarade Trotsky se plaçant vraiment sur la plateforme du léninisme. Les interventions incessantes du camarade Trotsky contre le bolchévisme, placent aujourd'hui le parti devant cette alternative; ou renoncer à cette condition fondamentale, ou mettre définitivement fin à ces interventions.

Dans tous les pays, la bourgeoisie et la socialdémocratie apprécient les interventions de Trotsky contre le parti comme un signe précurseur de scission dans le P. C. R. et, par conséquent, de décomposition de la dictature du prolétariat en général. De là, les déductions pratiques de l'impérialisme international à l'égard de l'U. R. S. S., bien qu'en fait la situation de l'U. R. S. S. soit plus ferme que jamais.

Dans le pays, l'opposition du camarade Trotsky est considérée par tous les éléments antisoviétistes ou indécis comme le signal de ralliement contre la politique du parti et la dictature du prolétariat qu'il s'agit de désagréger pour en obtenir des concessions à la démocratie bourgeoise.

Les éléments antiprolétariens de l'Etat qui cherchent à « s'émanciper » de la tutelle du parti, placent tout leur espoir dans la lutte de Trotsky contre le Comité Central. La dictature du prolétariat, et en particulier la refonte de l'Etat dans l'esprit du pouvoir ouvrier et paysan — un des principaux objectifs assignés par Lénine — subissent de ce fait un immense préjudice.

Dans le parti et dans son entourage, les actes d'opposition de Trotsky ont fait de son nom le drapeau sous lequel se rallient toutes les déviations et tous les éléments non bolchéviks, non communistes, non prolétariens.

Sous la forme la plus générale, l'ensemble des actes du camarade Trotsky contre le parti peut être caractérisé comme attestant le désir de transformer l'idéologie du P. C. R. en une espèce de bolchévisme sans léninisme « modernisé » par Trotsky. Ce n'est plus du bolchévisme, c'est la révision du bolchévisme. C'est la substitution du trotskysme au léninisme, la substitution à la théorie et à la tactique léninistes de la révolution prolétarienne internationale de cette variété de menchévisme qu'était l'ancien trotskysme et qu'est le néo-trotskysme renaissant. Au fond, le trotskysme actuel n'est qu'une falsification du communisme à l'instar des modèles « européens » du pseudo-marxisme, c'est-à-dire en fin de compte dans l'esprit de la socialdémocratie « européenne ».

Pendant les quelques années que Trotsky a séjourné dans le P. C. R. ce dernier a eu à soutenir avec lui quatre discussions d'un intérêt national, sans parler d'autres divergences moins graves portant néanmoins sur des questions extrêmement importantes.

La première discussion eut pour objet la paix de Brest-Litovsk. Trotsky n'avait pas compris que les paysans ne voulaient ni ne pouvaient se battre; sa politique faillit coûter la vie à la révolution. Il fallut que Lénine menaçât de quitter le gouvernement, il fallut une bataille acharnée au VIIe congrès du P. C. R., pour réparer l'erreur de Trotsky et obtenir à des conditions aggravées la « trêve » de Brest-Litovsk.

La seconde discussion roula sur les syndicats, en réalité sur nos rapports avec les paysans soulevés contre le communisme de guerre, sur nos rapports avec la masse ouvrière et en général avec la population à la fin de la guerre civile.

Il fallut une vive discussion dans tout le pays, il fallut une campagne vigoureuse du noyau du parti, Lénine en tête, contre les « leaders fiévreux » du trotskysme pour sauver le parti d'une erreur qui mettait en question toutes les conquêtes de la révolution.

La troisième discussion eut pour objet l' « appareil du parti », le « plan », la prétendue « déviation paysanne » du C. C. le « conflit des générations », etc... En réalité, il s'agissait de nouveau de l'alliance économique du prolétariat avec la paysannerie, de la politique des prix, de la réforme monétaire, de la nécessité d'orienter la politique du parti sur le noyau ouvrier, du maintien du rôle directeur du parti dans l'économie et les organes de l'Etat, de la lutte contre la « liberté » des fractions et des groupements, du rôle dirigeant des cadres bolchéviks du parti, en un mot, de la ligne léniniste du parti durant la Nep. Dans cette discussion, Trotsky se fit manifestement le porte-voix de la déviation petite-bourgeoise. Il poussa de nouveau le parti dans une voie qui menait à la ruine de la révolution; les moyens qu'il préconisait sapaient nos succès économiques. L'opposition petite-bourgeoise, dirigée par Trotsky, se mit elle-même dans une position telle que, ne voulant pas reconnaître ses profondes erreurs, elle dut faire la politique du pire, c'est-à-dire miser sur les échecs du parti et du pouvoir des Soviets.

Il fallut une lutte acharnée pour repousser cet assaut de la petite bourgeoisie contre la citadelle du bolchévisme. Il est maintenant évident que le raisonnement des trotskystes, à l'automne de 1923, sur la « ruine du pays » ne faisait qu'exprimer une frayeur petite-bourgeoise, le manque de confiance dans les forces de notre révolution et une incompréhension absolue de notre vie économique. La réforme monétaire, dont Trotsky prédisait l'échec et à laquelle il opposait son « plan » a assaini la situation et a été le plus grand pas vers la renaissance économique du pays.

L'industrie se relève, malgré la mauvaise récolte de 1924. La condition des ouvriers s'améliore. Le parti est sorti plus fort de l'épreuve. La « promotion de Lénine » lui a donné de nouvelles forces prolétariennes. Mais si le parti bolchévik n'avait pas repoussé aussi vigoureusement et aussi unanimement la récidive semi-menchéviste de Trotsky,

des dangers innombrables et très graves menaçaient le pays, la classe ouvrière et notre parti.

Toutes les interventions de Trotsky contre la politique du parti de 1918 à 1924, ont eu pour source, au fond, une incompréhension semi-menchéviste du rôle du prolétariat par rapport aux catégories non-prolétariennes et semi-prolétariennes des travailleurs, la sous-estimation du rôle du parti dans la révolution et l'édification socialiste, la méconnaissance du fait que le parti bolchévik ne peut remplir sa mission historique que s'il a une unité de monolithe.

La quatrième discussion, qui vient d'avoir lieu, a dévoilé des divergences plus sérieuses encore et plus vastes, entre Trotsky et le parti bolchévik. Il s'agit maintenant nettement de deux systèmes de politique et de tactique opposés dans tout ce qu'ils ont d'essentiel. Dans la présente discussion Trotsky a engagé une offensive directe contre les principes bolchéviks. Trotsky :

1° Nie complètement la doctrine des forces motrices de la révolution russe que le léninisme a formulée dès 1904 et sur laquelle est fondée la tactique du bolchévisme dans les trois révolutions russes;

2° Oppose à l'appréciation bolchéviste des forces motrices de la révolution russe et à la doctrine léniniste de la révolution prolétarienne mondiale, sa vieille « théorie de la révolution permanente », controuvée par trois révolutions russes (ainsi qu'en Allemagne et en Pologne), et que Lénine a caractérisée maintes fois comme une tentative éclectique d'allier l'opportunisme petit-bourgeois des menchéviks à la phraséologie de « gauche » et d'omettre la paysannerie;

3° S'efforce de persuader au parti que le bolchévisme, avant de s'engager dans la voie de la dictature du prolétariat, a dû « renouveler ses armes idéologiques », en d'autres termes renoncer au léninisme et embrasser le trotskysme;

4° Formule la théorie du sectionnement de l'histoire du bolchévisme en deux parties : a) le bolchévisme d'avant octobre 1917, d'importance secondaire; et b) le bolchévisme d'après octobre, qui a dû devenir trotskysme pour remplir sa mission historique;

5° « Expose » l'histoire d'Octobre de telle sorte que le rôle du parti bolchévik disparaît et qu'on aperçoit au premier plan la personnalité de Trotsky selon la formule des « héros » et de la « foule », la version de la prétendue insurrection pacifique » du 10 octobre 1917 n'ayant rien de commun avec le point de vue bolchévik sur l'insurrection;

6° Dessine de façon extrêmement équivoque le rôle de Lénine dans la révolution d'octobre; comme si Lénine avait préconisé la prise du pouvoir par un coup de force, à l'insu des Soviets et comme si ses propositions pratiques découlaient de l'incompréhension de la situation;

7° Défigure radicalement les rapports de Lénine et du parti, en les représentant comme une guerre incessante entre deux « puissances » ; s'efforce de convaincre le lecteur de la vérité de cette « version » en publiant (sans l'autorisation du C. C.) des extraits de documents faussement interprétés et groupés de façon à déformer la vérité.

8° Dépeint le rôle du C. C. du P. C. R. dans l'insurrection de façon à jeter une profonde suspicion sur le groupe fondamental de l'Etat-Major actuel du parti;

9° Dénature les plus importants épisodes de la révolution, de février à octobre (manifestation d'avril et de juin, journées de juillet, pré-parlement, etc...);

10° Déforme la tactique du C. E. de l'I. C., en tentant de rejeter sur son noyau dirigeant la responsabilité des échecs d'Allemagne, de Bulgarie, etc..., semant ainsi la méfiance contre le C. C. du P. C. R. et le C. E. de l'I. C.

Ainsi, les désaccords entre Trotsky et le Parti bolchévik s'approfondissent d'année en année et, ces derniers temps, de mois en mois. Ils ne concernent pas seulement le passé; le passé est « révisé » afin de « procurer » une plateforme aux divergences politiques actuelles ; en particulier, la découverte rétrospective d'une « droite » dans le vieux bolchévisme est nécessaire à Trotsky pour conquérir le droit de constituer une véritable droite maintenant, à l'époque de la Nep et du ralentissement de la révolution mondiale, alors que les périls petits-bourgeois favorisant la formation d'une droite dans le P. C. R. sont réels.

La « revision » du léninisme dans la question des forces motrices de la révolution (c'est-à-dire avant tout dans celle des rapports entre le prolétariat et les paysans) est la « justification » des vues non-bolchévistes de Trotsky sur la politique présente du Parti dans la question paysanne. La conception inexacte et anti-léniniste de Trotsky sur le rôle de la paysannerie, voilà à quoi toutes les discussions avec lui nous ramènent. Les erreurs sur cette question sont particulièrement dangereuses à l'heure où le parti, lançant le mot d'ordre : Face aux campagnes ! s'efforce d'affermir le lien entre l'industrie urbaine et l'économie paysanne, en faisant participer la masse paysanne à l'édification soviétiste, en activant la vie des Soviets ruraux, etc..., à l'heure où le succès — sinon l'échec — de la révolution sera précisément déterminé par la justesse ou l'erreur des rapports entre le prolétariat et la paysannerie.

Dans les questions essentielles de la politique internationale (rôle du fascisme et de la socialdémocratie, rôle de l'influence américaine en Europe, durée et caractère de l'ère de démocratie pacifiste), Trotsky a une conception coïncidant en bien des points avec celle du « centre » socialdémocrate; il a adopté une attitude autre que celle du P. C. R. et de toute l'I. C., sans même tenter au préalable d'exposer son point de vue devant le C. C. ou le C. E. de l'I. C. La délégation russe au Ve congrès de l'I. C., en plein accord avec le C. C. du P. C. R., demanda à Trotsky d'exposer devant le congrès de l'Internationale ses vues particulières. Trotsky s'y refusa, trouva bon de le faire, parlant peu de temps après par-dessus les têtes du C. C. du P. C. R. et de l'I. C., devant l'assemblée des vétérinaires. Ces derniers temps, sur aucune grande question Trotsky n'a pris position avec le parti, mais il a été toujours plus fréquemment contre le parti.

Le parti a devant lui une nouvelle tâche politique de la plus haute importance; éliminer résolument tous les éléments de désunion entre la ville et les campagnes; autrement dit : poser dans toute son ampleur la question de la réduction des prix des produits manufacturés, rendre effectivement possible de relèvement de l'agriculture (organisation du territoire, jouissance du sol); attacher une attention soutenue à la coopération agricole (adhésion volontaire, éligibilité, crédit), alléger les charges fiscales des paysans, améliorer la situation politique dans les campagnes (élections plus régulières, participation des paysans sans parti aux Soviets, etc...).

Cette politique, dont les traits essentiels ont été esquissés par Lénine, est la seule qui puisse conduire à l'affermissement de l'industrie d'Etat, assurer le progrès de celle-là, concentrer et accroître la puissance du prolétariat industriel, par conséquent, fortifier, en fait et non en paroles, la dictature du prolétariat sous le régime de la Nep.

La condition primordiale de l'application de cette politique, c'est de conserver au parti son rôle directeur dans les organes de l'Etat et de l'économie; de maintenir son unité sur le terrain du léninisme.

C'est précisément ce rapport actuellement décisif entre le Parti, la classe ouvrière et la paysannerie que Trotsky ne comprend pas.

Cette situation a conduit inévitablement à ce que tout ce qu'il y a de non bolchévik et d'antibolchévik dans le pays et à l'étranger s'est réuni sur la plateforme de Trotsky, l'estimant et le soutenant justement parce qu'il est condamné par le P. C. R. et

l'I. C. Le parti qui exerce la dictature du prolétariat, privant de liberté tous les partis et groupes antiprolétariens, doit nécessairement avoir des ennemis. Tous ses ennemis, les idéologues de la petite-bourgeoisie aisée particulièrement, veulent voir en le Trotsky actuel la personnalité qui ébranlera la dictature du fer du prolétariat, divisera le parti, fera entrer le pouvoir des Soviets dans une autre voie, etc...

Les chefs de la IIe Internationale, agents les plus dangereux de la bourgeoisie, s'efforcent d'exploiter le soulèvement idéologique de Trotsky contre les principes du léninisme pour compromettre le léninisme, la révolution russe et l'I.C. aux yeux des masses ouvrières d'Europe, et, de cette façon, enchaîner plus solidement les ouvriers socialdémocrates au char de la bourgeoisie. Le renégat Paul Levi a publié le livre de Trotsky *Les Enseignements d'Octobre* en allemand et y a joint une préface ; la socialdémocratie s'est chargée de répandre ce livre, qu'elle prône largement comme un ouvrage dirigé contre le communisme. Souvarine, exclu de l'Internationale, cherche à provoquer une scission dans le P. C. français, en répandant des fables contre-révolutionnaires sur le P. C. R. Balabanova, Hoeglund et autres renégats du communisme agissent à peu près de même. Les social-fascistes italiens de *Avanti !*, les mercenaires de la bourgeoisie allemande du *Vorwærts*, les Renaudel et les Grumbach du *Quotidien*, etc., tous cherchent à se solidariser avec Trotsky dans sa lutte contre le C. C. du P. C. R. et le C. E. de l'I. C

Les ouvriers sans parti, qui devraient voir en tout militant en vue un modèle de solidarité avec tout le parti voient Trotsky saper impunément, depuis quelques années, l'unité du parti. Cette situation ébranle la discipline élémentaire de notre classe, discipline sans laquelle il ne peut y avoir de dictature du prolétariat.

Les paysans, qui devraient voir qu'il n'y a pas sur la question de l'alliance entre ouvriers et paysans la moindre hésitation entre nous, que sur cette question le parti est plus uni que sur aucune autre, peuvent se convaincre du contraire grâce à l'exemple de Trotsky et deviennent accessibles à touts sortes de légendes. C'est là un très grand danger pour le bloc ouvrier et paysan. Notre parti exerce et dirige la dictature du prolétariat dans un pays paysan. Le trouble jeté par Trotsky parmi les paysans lui est un obstacle grave.

La jeunesse, qui avait d'abord vu en Trotsky un des plus grands guides du parti, se convainc que ce guide la pousse au « conflit des générations » dans une voie antiléniniste.

L'Armée et la Flotte Rouges, qui devraient voir dans le chef de l'Armée un modèle de discipline communiste et de juste compréhension des rapports entre le prolétariat et les paysans (notre armée est en majorité paysanne), voient en Trotsky tout le contraire. Cette situation est dans l'armée grosse de dangers.

Le parti entier se convainc que dans cet état de choses il ne peut être question de conserver la véritable unité bolchevique, l'unité monolithe du P. C. R. et en vient à cette conclusion que son idéologie et son organisation seraient en grand péril s'il tolérait plus longtemps une telle action de Trotsky. La promotion de Lénine aspirant sincèrement à assimiler le véritable léninisme, se convainc que Trotsky veut y substituer le trotskysme et demande que le parti crée une situation nette.

L'Internationale Communiste voit un des membres les plus en vue du P. C. R. mettre obstacle à la bolchévisation de ses sections et prêter son concours politique et idéologique aux ennemis du bolchévisme, à la IIe Internationale.

Considérant cette situation, la séance plénière du C. C. et de la C. C. C. estime que laisser les choses en l'état, le Parti prenant une décision et le camarade Trotsky n'en continuant pas moins à s'élever contre lui, équivaudrait à ouvrir la voie à la débolchévisation du parti, et même à sa désagrégation. La polémique sur le trotskysme appelle la réponse à cette question : Le P. C. R. est-il encore, en 1925, un parti bolchévik coulé d'une seule pièce et assis sur la base inébranlable du léninisme; ou bien les idées semi-menchévistes peuvent-elles y devenir des « nuances légitimes » ?

Ayant pris connaissance de la lettre de Trotsky adressée au C. C., en date du 15 janvier 1925, la séance plénière du C. C. et de la C. C. C. prend acte que Trotsky se déclare prêt à remplir, sous le contrôle du parti, toute mission qui lui sera confiée, mais constate que dans cette déclaration Trotsky ne reconnaît nullement ses fautes et qu'en fait il persiste à défendre sa plateforme antibolchéviste et se contente d'une protestation formelle de loyauté.

Considérant les raisons qui précèdent et en premier lieu que Trotsky soulève, malgré les décisions du XIIIe congrès, de nouveau la question du changement radical de la direction du Parti et propage des idées catégoriquement condamnées par le XIIIe congrès.

L'Assemblée plénière du C. C. et de la C. C. C. décide :

1° De donner à Trotsky un avertissement catégorique, lui rappelant que l'adhésion au Parti bolchévik requiert une soumission effective et non verbale à la discipline du parti et la renonciation complète à toute lutte contre le léninisme ;

2° La direction de l'Armée étant impossible sans l'autorité du Parti entier; la discipline de fer de l'Armée pouvant être compromise si cette autorité fait défaut; la conférence des militants communistes de l'Armée et la fraction communiste du Conseil Révolutionnaire de l'Armée de l'U. R. S. S. s'étant prononcées pour l'abandon par Trotsky des affaires militaires; que Trotsky lui-même, dans sa déclaration du 15 janvier au C. C., reconnaissant que les « intérêts de l'Armée exigent qu'il soit le plus rapidement possible libéré » des fonctions de président du C. R. A., le maintien du camarade Trotsky au C. R. A. de l'U. R. S. S. est désormais impossible;

3° La question de la collaboration future du camarade Trotsky avec le C. C. est ajournée au prochain congrès. Trotsky est averti qu'en cas de nouvelles infractions des décisions du parti, ou d'inéxécution de celle-ci, le C. C. se verra dans l'obligation, sans attendre le congrès, de déclarer impossible sa présence au Bureau Politique et de demander au C. C. et à la C. C. C. réunis de lui retirer ses fonctions au Comité Central;

4° La discussion est considérée comme close.

5° On continuera à faire connaître au parti entier la nature antibolchévique du trotskysme, depuis 1903 jusqu'aux Enseignements d'Octobre. Le Bureau Politique est chargé de donner à tous les organes de propagande (écoles du Parti, etc.) les instructions nécessaires pour introduire dans les programmes d'instruction politique des éclaircissements sur la nature petite-bourgeoise du trotskysme, etc...

6° Outre la propagande au sein du parti, des Jeunesses, etc... il sera donné aux masses sans-parti ouvrières et paysannes, un exposé populaire des déviations et des erreurs du trotskysme, susceptibles d'amener la rupture de l'alliance entre la classe ouvrière et la paysannerie.

Le Carnet d'un Sauvage

Oui, Monmousseau, chacun à sa place !

Il est excellent que chacun apparaisse publiquement à la place qu'il occupe réellement, surtout quand il l'a choisie lui-même. A ce point de vue, la déclaration publiée le 30 janvier par le Comité de rédaction actuel de la *Vie Ouvrière*, est une bonne chose. La situation est enfin nette.

Il y aura bientôt un an qu'une nouvelle crise — au bout de laquelle il y avait notre exclusion, à Rosmer, Delagarde et moi — s'ouvrait dans le Parti communiste français. Les membres du Comité Directeur étaient appelés à se prononcer sur les fameuses thèses présentées par Treint et contresignées par treize membres du C. D.

Une signature aurait pu être ajoutée, celle de Monmousseau. Il avait, en effet, collaboré activement à la rédaction de ces thèses revisant le front unique, dénonçant les tendances petites-bourgeoises de certaines sections de l'Internationale, annonçant le passage d'une vague de menchevisme.

Si la signature de Monmousseau manquait au bas de ces thèses, tout au long de l'année, dans l'ombre, le secrétaire de la C. G. T. U. a épaulé Treint et sa politique putschiste.

Ceux qui savaient ces choses ne sont pas étonnés de voir aujourd'hui, où chancelle cette politique, son mystérieux associé sortir de l'ombre et voler à son secours.

Oui, chacun à sa place, Monmousseau. Pendant un an, vous avez été le complice de Treint. Soyez donc, enfin, à ses côtés, au grand jour.

Pour secourir Treint, vous n'avez rien trouvé de mieux que de me sauter sur le poil. C'est peut-être de bonne stratégie. Je ne vous demande pas si c'est très honnête, ni si le mouvement syndical en tirera grand bénéfice. En tout cas, ce n'est pas nous, c'est vous qui aurez mêlé la C.G.T.U. aux querelles du Parti. Vous en garderez la responsabilité.

Vous me reprochez — vous et vos dix cosignataires — de poser au sauveur du communisme aujourd'hui, au sauveur du syndicalisme hier. Je ne vous comprends pas. Si d'aucuns exècrent la pose, j'ai quelques droits à être rangé parmi eux. Et, mieux que personne, je sais que je n'ai rien sauvé, ni le communisme ni le syndicalisme. Des fautes, j'en ai sûrement commis un certain nombre. Je pourrais vous en énumérer les principales et avouer que dans ma vie de militant, je me suis trompé quelquefois sur les hommes, notamment sur vous-même en dernier lieu. Mais les crimes que vous me reprochez, je n'arrive pas à les regarder comme tels. Même si je me trompe dans leur appréciation, il est certain que je ne porte pas comme vous la responsabilité de fautes aussi graves que la grève des cheminots de mai 1920.

Vous m'imputez à crime : 1° mon attitude, au temps de la lutte minoritaire au sein de la C. G. T., en deux circonstances, au Congrès de Lille quand je voulus sortir au beau milieu du discours provocateur de Fimmen, puis lors de la décision du Comité Central des C. S. R., de convoquer le Congrès de décembre 1921 ; 2° de n'avoir pas adhéré à la C. G. T. U. et de n'avoir rien fait pour sa défense contre les anarchistes ; 3° d'avoir donné des armes à Frossard, lors du Congrès de Paris, par notre déclaration de la « gauche ouvrière ».

Tant que vous vous êtes contenté de ragoter ces histoires sous le manteau, j'ai dédaigné de vous répondre. Je vous remercie de les avoir écrites, cela me donne l'occasion de m'expliquer.

Voyons les faits de la période de la lutte minoritaire. Je remarquerai en passant qu'un certain nombre de minoritaires de la onzième heure se rattrapent maintenant en fait d'ardeur !

Quant à mon geste, lors du discours de Fimmen, je ne le regrette point. Je continue à penser que, dans cette occasion comme dans mon refus d'accepter, à la Commission d'enquête sur les incidents violents du lundi, la compagnie de Rivelli, j'avais cent fois raison, et qu'il est fâcheux que la minorité ne l'ait pas saisi. Le Congrès de Lille, les minoritaires y compris, est demeuré comme écrasé sous l'impression des coups de matraque ; moins passive, la minorité aurait fait sentir aux éléments indécis du Congrès le danger de la situation créée par les dirigeants confédéraux. Ne pas subir le contact de Rivelli à la Commission d'enquête, sortir pendant le discours provocateur de Fimmen, et rentrer quand il aurait été fini, ce n'était pas des gestes de scission mais des moyens de la conjurer en ranimant ce Congrès. C'est, inspiré du même esprit, que je proposai à la Conférence minoritaire du soir l'envoi d'une délégation formée de représentants des plus importantes Fédérations et Unions de la minorité.

Mon deuxième crime n'est guère plus sérieux. En effet, je me ralliai au Comité Central des C. S. R. à la proposition de convocation d'un congrès de protestation contre les exclusions prononcées au lendemain de Lille. La Conférence minoritaire de Lille, envisageant un tel cas, avait, en effet, décidé cette convocation ; cette décision ne pouvait rester inappliquée. Je me ralliai donc à cette convocation, dans le désir de maintenir à tout prix la cohésion de la minorité. Sur quel point porte le différend ? Uniquement sur le fait de savoir qui devait convoquer ce congrès de protestation. La Conférence minoritaire de Lille en avait chargé le Comité Central des C. S. R., à un moment où elle ne pouvait savoir que des désaccords se reproduiraient entre certains militants à la tête de grosses Unions et Fédérations, par le Comité Central mené par Verdier et Besnard, et où je me trouvai, après une absence, presque seul de mon point de vue.

Convoqué par les C. S. R. ou par d'autres organisations, le Congrès unitaire de décembre 1921 — devenu Congrès de scission — n'aurait pas abouti à de plus fâcheux résultats. Pour ma part, j'étais tellement regardé comme un artisan de scission que Dudilieux m'apprit en ces termes qu'un mandat était arrivé à mon nom : « Voilà un mandat qui te « bottera » — celui des mineurs de fer de Chaligny, en Meurthe-et-Moselle ; — il se prononce contre les scissionnistes de droite

et de gauche. » C'est ce mandat, qui me « bottait », en effet, que je défendis au Congrès.

Désigné par le Congrès comme membre de la C. A. provisoire de la C. G. T. U., j'aurais pris ma serviette à la deuxième séance et l'on ne m'aurait plus revu. Monmousseau ne fait là que reprendre un reproche que m'adressèrent alors les anarchistes.

C'est après la première séance que je décidai de ne plus remettre les pieds à la C. A. J'en ai donné jadis les raisons dans un article de *Clarté* (juillet 1922), que l'on s'est bien gardé de contester à l'époque :

« Je suis allé à la première réunion ; on y a discuté, entre autres choses, du prix de la carte de la C.G.T.U. J'ai défendu le maintien du prix de 1 franc en me plaçant devant les deux hypothèses : soit que l'unité se recolle, auquel cas il faudrait être en mesure de reverser le montant des cartes placées par nous, soit que la cassure devienne définitive, et dans ce cas il faudrait faire face à un gros et coûteux effort de propagande et le produit de 200 ou 300.000 francs serait le bienvenu. Non sans peine, à une ou deux voix de majorité, j'emportais un vote en ce sens. Le prix de la carte était fixé à 1 franc. Quelques jours après, je lisais dans la presse que ce prix était officiellement fixé à 0 fr. 50. Comment la décision régulière avait-elle été annulée ? Par qui ? Pourquoi ? Je n'en sais encore rien, ma foi. »

Je peux dire aujourd'hui ce que j'ai tu alors, c'est que cette décision prise à la première séance de la C. A. provisoire avait été annulée le lendemain sur l'intervention de Monmousseau.

Cette violation d'une décision régulière signifiait que les derniers espoirs de recoller les morceaux et de conjurer la scission, étaient détruits.

« Je ne suis pas allé à la C. G. T. U., je suis resté à mon syndicat, parce que j'estimais alors comme aujourd'hui que les ravages de la scission seraient limités dans la mesure où les syndicats, à la base, sauvegarderaient leur unité. Que la Confédération, les Fédérations, les Unions départementales se brisent, c'est un fait navrant, mais beaucoup moins dangereux que la cassure dans le syndicat même, face immédiatement au patron.

— Tu as une position particulière, qui n'a pas dépendu de ton syndicat, tu peux le quitter pour rallier la C. G. T. U., m'ont dit alors bien des camarades.

Précisément, parce que j'étais plus connu, j'ai refusé de donner l'exemple d'un syndicaliste, quittant son syndicat pour des raisons de doctrine ou de tactique.

Je sais, quand il le faut, ne pas prendre ma serviette. Cela m'a valu pas mal d'injures venues de toutes parts. Je les ai encaissées d'un cœur léger, certain que l'avenir me donnerait raison. Il m'a donné raison.

« Sans Monatte, mais non pas sans peine, dit le Comité de rédaction actuel de la *Vie Ouvrière*, nous avons engagé la lutte contre les gens du Pacte. » Sans Monatte, est-ce bien sûr ? Je me souviens d'un article de l'*Ecole Emancipée* d'avril 1922, à propos de trois motions de la Commission provisoire de la C. G. T. U., article reproduit par l'*Humanité* et qui fit une certaine besogne. Par la suite, une série d'articles dans l'*Humanité* sur le Pacte et sur les projets de destruction de l'organisme confédéral, ne furent pas non plus sans utilité. Libre à Monmousseau et à ses amis d'avoir la mémoire courte, mais beaucoup de militants sérieux l'ont un peu plus longue.

Arrivons maintenant au Congrès de Paris de la fin 1922, où Frossard tenta la rupture avec l'Internationale communiste. Toute la tactique de Frossard consista à lier la C. G. T. U. à sa résistance, à l'entraîner dans une voie parallèle, la C. G. T. U. n'allant pas à l'I. S. R. et le Parti français sortant de l'I. C. Par l'entremise de Ker, Frossard s'est servi alors de Monmousseau comme Treint s'en sert aujourd'hui.

La manœuvre de Frossard nous apparaissait clairement. Nous résolûmes de la dénoncer. A quelques-uns, membres ou non du Parti, nous frappâmes sur la charnière de la manœuvre. Ce fut la déclaration de la gauche ouvrière. La charnière sauta ; les syndicalistes se dégagèrent, voyant enfin où on les conduisait.

Nous persistons à penser que nous avons contribué pour une bonne part à faire voir aux dirigeants de la C. G. T. U. plus loin que le bout de leur nez.

Déjà, sans me consulter, Chambelland avait dénoncé la traîtrise de Frossard dans un article de la *Vie Ouvrière*. Cela lui valut d'être chassé du secrétariat de rédaction, par Monmousseau, Semard et leurs amis.

Si la manœuvre de Frossard avait réussi, et elle aurait réussi sans la démission des rédacteurs de l'*Humanité* et la déclaration de la gauche ouvrière, on pourrait chercher aujourd'hui où seraient les bolcheviks à la Cachin et à la Sellier. C'est l'échec de cette manœuvre qui rallia le gros du Centre et non pas les petites habiletés dont on fait état maintenant.

Dans cette déclaration de la gauche ouvrière, nous disions ce que nous pensions. Nous n'avions pas plus besoin alors qu'aujourd'hui d'être orthodoxes pour défendre la révolution russe et l'Internationale. Et il est assez plaisant de voir les membres du groupe actuel de la *Vie Ouvrière* s'alarmer du syndicalisme que nous affirmions. Ce que nous déclarions tout haut, mais n'était-ce pas ce qu'ils étaient censés penser ? Malheureusement, ils ne savaient déjà plus ce qu'ils pensaient exactement.

Ils le savent aujourd'hui ; du moins ils croient le savoir. Leur déclaration du 30 janvier que signifie-t-elle ? Elle signifie que la tendance syndicaliste communiste du groupe de la *Vie Ouvrière* est définitivement morte. Ils ont abjuré l'indépendance du mouvement syndical. Ils sont communistes tout court. C'est leur droit. C'est aussi le nôtre de le constater. Treint, qui n'a jamais rien compris au syndicalisme, a trouvé le moyen d'apprendre ce que c'est au secrétaire de la C. G. T. U.

J'ai aussi le droit de constater que Monmousseau a failli aux engagements qu'il contracta, lorsque je lui remis le sort de la *Vie Ouvrière*. Deux conditions furent posées : 1° que la *Vie Ouvrière* resterait une œuvre et une propriété collectives ; 2° que la *Vie Ouvrière*, fidèle à son passé, défendrait l'indépendance du syndicalisme aussi bien à l'égard des partis politiques qu'à l'égard des anarchistes.

Cette deuxième condition, respectée pendant un certain temps, Monmousseau et le Comité actuel n'ont pas attendu le 30 janvier dernier pour la piétiner ; mais leur dernière déclaration est le faire-part officiel du décès de ce qui fut la tendance syndicaliste communiste de la *Vie Ouvrière*.

P. MONATTE.

PROBLÈMES DE LA RÉVOLUTION

» LE ROLE DU PARTI «

A la fin de sa préface à l'histoire de 1917, Trotsky insiste sur ce point que la Révolution d'Octobre n'a été possible qu'à cause de l'existence d'un parti bolchévik, et qu'il en sera de même pour toute autre révolution prolétarienne : « La Révolution prolétarienne, dit-il, ne peut triompher sans le Parti ». Puis, abjurant ses anciennes « erreurs », Trotsky déclare que verbalement et effectivement il a reconnu ses grandes fautes en matière d'organisation, avant 1917, alors qu'il déplorait l'étroit « esprit de cercle » bolchévik.

Est-il sûr qu'avant 1917 Trotsky se trompait ?

⁂

La démonstration actuelle de Trotsky se réduit à ceci : un parti fortement discipliné, rigoureusement centralisé, autrement dit un parti bolchévik, est indispensable pour le triomphe de l'insurrection. C'est là chose qui ne saurait faire de doute. L'insurrection est un fait militaire. Les méthodes militaires, discipline, subordination, pas de discussions, y sont donc seules de mise ; seules elles peuvent permettre de remporter la victoire. Pour le prouver, Trotsky s'appuie sur l'exemple d'Octobre, mais il aurait pu pareillement invoquer l'exemple des insurrections parisiennes du siècle dernier. Chaque fois que celles-ci se sont heurtées à un pouvoir résolu à combattre, elles n'ont triomphé que grâce à l'existence d'un parti organisé et discipliné militairement.

Si le 18 mars a été autre chose qu'une échauffourée de quartier, c'est grâce à l'action d'un parti extrêmement discipliné et militarisé, véritable ancêtre du parti bolchévik russe, le parti blanquiste. L'affaire des canons de Montmartre ne s'est transformée en insurrection que parce que Brunel, Ranvier et Duval étaient tellement pénétrés des disciplines blanquistes qu'aussitôt connu ce qui s'était passé le matin, ils réagirent spontanément, et tous trois d'une manière identique : rassemblant leurs bataillons respectifs, ils marchèrent sur l'Hôtel de Ville.

Il en fut de même pour les insurrections bourgeoises. Ce sont les Sociétés secrètes républicaines qui ont fait les Journées de Juillet. Les ordonnances de Charles X n'auraient suscité que des protestations plus ou moins platoniques de la part des députés et des journalistes, s'il ne s'était trouvé les Sociétés secrètes pour utiliser la nuit à mobiliser leurs adhérents et les jeter le lendemain dans la bataille.

⁂

La cause est donc entendue. Pas d'insurrection victorieuse, aucune insurrection même, digne de ce nom, s'il n'y a pas une organisation militarisée, un parti bolchévik pour la conduire.

Mais la question délicate n'est pas là. Ce qui est essentiel, c'est de savoir si cette organisation militarisée, qui est excellente pour l'insurrection, indispensable à sa réussite, est capable de *préparer l'ensemble d'une classe à la Révolution*. Une organisation de ce type est-elle capable de développer la conscience de classe ? Est-elle capable de rendre la classe ouvrière suffisamment confiante en sa propre capacité pour que se crée en elle la volonté révolutionnaire ? Tel est le problème fondamental. Car si cette volonté n'existe pas, il est évident que l'insurrection, même victorieuse, est dépourvue de toute valeur révolutionnaire ; ce n'est plus qu'un coup de main sans portée et sans lendemain.

⁂

Or, ainsi que le répète Trotsky après Lénine, et Lénine après Marx, l'insurrection est un art ; pour éviter toute amphibologie, disons plutôt que l'insurrection est une technique. Dès lors, comme toute technique, l'insurrection a besoin d'un outil approprié. Cet outil, c'est le Parti, le parti à forme militaire, centralisé et discipliné. Mais, précisément, du fait que le Parti est l'outil de cette technique qu'est l'insurrection, il ne peut être en même temps l'outil de cette technique toute différente qu'est la création d'un prolétariat « conscient et organisé ». Il s'agit là, en effet, de toute autre chose que de ce dont il s'agit dans une insurrection ; il s'agit là de créer des valeurs nouvelles. Il faut que se crée chez et par le prolétariat tout un ensemble d'idées, de volontés, de formes sociales, opposées à celles de la classe adverse et destinées d'abord à servir d'idées-force à la Révolution, puis de bases pour l'édification de la nouvelle société. Or, il est bien évident que de telles créations ne sont pas compatibles avec la part de crétinisation qu'entraîne nécessairement avec elle toute discipline militaire. Qui dit création dit activité libre. Pas plus que les individus, les classes ne créent au commandement.

Aussi n'est-ce pas au parti blanquiste qu'était dû l'état de préparation révolutionnaire de la classe ouvrière parisienne en 1871, cette préparation qui, après avoir permis aux chefs blanquistes d'arriver sans encombre à l'Hôtel de Ville, fit de la Commune la première ébauche de l'Etat ouvrier ; la conscience de la classe ouvrière parisienne était due à la section parisienne de l'Internationale, la rue de la Corderie, qui était toute autre chose qu'une organisation centralisée et militarisée.

Et en Russie même n'y a-t-il pas lieu de se de-

mander, étant donné la faible influence qu'eurent les bolchéviks sur la classe ouvrière russe jusqu'aux débuts de la période insurrectionnelle, si ce n'est pas à l'action de ces formes d'organisation plus souples dont Trotsky était alors partisan que fut principalement dû le haut degré de conscience auquel était parvenu en 1917 le prolétariat de Pétrograd et de Moscou, ce degré de conscience sans lequel il aurait été impossible au parti bolchévik de tenter l'insurrection, de la réussir, et de tenir tête des années durant au monde entier.

***

Cette contradiction entre la forme d'organisation que requiert l'insurrection (en comprenant, bien entendu, sous ce mot toute la période de guerre civile), et celle que requiert la préparation de la classe ouvrière à la Révolution, ne serait pas gênante si chacun comprenait son rôle et s'y tenait. Malheureusement, les uns et les autres, ceux qui envisagent avant tout l'insurrection, et ceux qui envisagent avant tout le développement de la « capacité politique » du prolétariat, pensent que la forme d'organisation particulière qui convient à leur propre besogne possède une valeur universelle ; ils entendent donc l'appliquer à tout, même à ce pour quoi elle n'est pas faite. D'où les malentendus qui ont si souvent et si profondément divisé la classe ouvrière.

C'est là encore ce qui est la cause des difficultés d'aujourd'hui.

Ce qui paraît bien être, en effet, à la base des discussions de l'année dernière dans le Parti russe, c'est la demande faite par l'opposition de donner de l'air au Parti, d'y établir une moins forte centralisation (nomination des fonctionnaires locaux par les organisations locales), et une plus grande liberté de discussion et d'action (constitution de fractions), autrement dit, de débarrasser quelque peu le Parti de son armature militaire. Et Trotsky a beau appeler « erreurs » ses anciennes conceptions en matière d'organisation, il ne faisait en somme qu'y revenir lorsqu'il s'est placé dans l'opposition.

Mais n'avait-il pas raison d'y revenir en 1924, comme il avait eu raison de les abandonner en 1917?

1917 et 1924 ne sont pas, en effet, comparables. Certes, la Révolution russe a encore d'immenses difficultés à surmonter, de puissants ennemis à combattre, mais tout de même l'état de paix a succédé à l'état de guerre, la période insurrectionnelle, la période de guerre civile peut être considérée comme à peu près close, au moins momentanément. Dès lors, cela doit amener un changement corrélatif du mode d'organisation. L'organisation qui vaut pour la guerre ne vaut plus pour la paix. Et c'est sans doute la constatation des effets pernicieux qui résultaient forcément de l'application d'une organisation de guerre à un état de paix qui amena ceux qui regardent les faits avec leurs yeux, au lieu de se les cacher sous des formules apprises, à crier casse-cou.

Et, dans les autres pays, si malgré le cri constamment répété qu'il faut « aller aux masses », si malgré la situation éminemment favorable qui résulte de la faillite éclatante des partis de gauche en Angleterre et en France, si malgré la substitution constante de la démagogie petite-bourgeoise à la propagande révolutionnaire, les partis communistes se sentent de plus en plus isolés de la « masse », si nous connaissons cette honte que la majorité de la classe ouvrière européenne organisée est maintenant sous la direction d'agents avérés de la bourgeoisie, les social-démocrates et les syndicalistes réformistes, n'est-ce pas, avant tout, à cause de la répugnance que montre la classe ouvrière pour les formes d'organisation que préconise l'Internationale Communiste, sous lesquelles elle a peur d'être étouffée.

Il s'agit d'ailleurs là d'un vieux problème qui n'est pas spécial au prolétariat, d'un problème qui s'est posé pour toutes les classes et dans toutes les civilisations : c'est le problème des rapports entre la société civile et l'armée. Problème qui a hanté le monde antique comme il a hanté la société capitaliste. Ces deux civilisations, à l'époque de leur grandeur, l'ont résolu de la même façon. *Arma cedant togae*, ont proclamé les Romains ; subordination du pouvoir militaire au pouvoir civil, ont dit les légistes bourgeois. Et chaque fois que ces principes ont été transgressés, chaque fois que la société civile a été dominée *d'une manière permanente* par la société militaire, la décadence de la classe est survenue.

Le prolétariat ne saura-t-il résoudre ce qu'a résolu la bourgeoisie ?

Le prolétariat fera un pas immense en avant le jour où il établira des rapports convenables entre sa société civile, les syndicats, et son organisation militaire, le Parti.

R. LOUZON.

A propos de Sadoul

Le Bureau Politique du Parti publia dans l'*Humanité* du 6 décembre une déclaration où il était dit que Jacques Sadoul :

1° Etait rentré de sa propre initiative;

2° Qu'il n'appartenait pas au Parti communiste et qu'il avait été simplement entraîné dans la zone sympathisante du Parti communiste.

Cette déclaration, au moment de la rentrée en France de Sadoul, constituait un véritable scandale.

Le 12 février, le Bureau Politique a publié une seconde déclaration. Il y est dit, cette fois, « que dans les circonstances de l'entrée de Sadoul en France rien ne saurait lui être reproché ». En outre, il y est implicitement reconnu que Sadoul appartient bien au Parti et non à la zone sympathisante.

Deux remarques s'imposent :

Ces deux déclarations contradictoires émanent du même Bureau Politique. Pourquoi avait-il affirmé, en décembre, deux choses manifestement fausses?

La dernière déclaration a été acceptée par Sadoul. A-t-il dû — donnant donnant — payer la reconnaissance de la vérité d'une promesse de participation à la lutte contre la droite à l'intérieur du Parti, ainsi que le dit un paragraphe de cette déclaration?

Ce marché n'est honorable ni pour le Parti ni pour Sadoul.

IMPRESSIONS DE CONGRÈS

A CLICHY

Dans ces quelques lignes consacrées au Congrès du Parti Communiste tenu à Clichy, je n'essayerai pas d'examiner les « thèses » exposées par le Bureau politique devant le Congrès. Ce n'étaient que des phrases apprises, mal digérées, souvent mal répétées. On ne discute pas avec une boîte de disques phonographiques.

La pauvreté idéologique du Congrès s'est en particulier affirmée par un fait qui aurait dû ouvrir les yeux aux plus souples des admirateurs de la « camarade Suzanne » : à l'ordre du jour des discussions de l'Internationale communiste, il y a un point de première importance : *l'élaboration du programme de l'Internationale.* Il semblerait qu'une chose aussi essentielle aurait dû amener des discussions passionnées et profondes dans le parti communiste français. Il n'en a rien été, et le Congrès n'a même pas abordé la question, donnant ainsi la mesure de l'état de pauvreté intellectuelle où la « léninisation » pratiquée par des Treint peut faire tomber un parti révolutionnaire.

Faute de mieux, je me contenterai donc de raconter la psychologie du Congrès, l'état d'esprit de ceux qui y participaient : Bureau politique impérieux, fonctionnaires *approbatifs*, et, d'autre part, quelques délégués ouvriers et paysans venus là pleins de bonne volonté, pleins d'un désir de progrès vers la Révolution.

Les membres du Bureau politique se sont imposés au Congrès par les mêmes moyens que ceux qui leur ont permis de mettre le Parti sous leurs pieds : cabotinage, démagogie enfantine et terrorisme malhonnête. Ce fut, d'abord, l'exhibition savante des capitaines et des généraux ; un délégué m'avouait qu'il avait renoncé à compter le nombre des interventions de Suzanne Girault, de Treint, de Marrane et de Semard. Pendant qu'il ne parlait pas, Treint, à demi-couché sur les marches de la tribune, s'efforçait de reproduire le plus exactement possible une gravure célèbre qui représente Lénine prenant des notes au pied d'une tribune.

En paroles toujours, le Bureau politique faisait de la pseudo-démagogie ouvriériste (qui n'a rien de commun avec l'ouvriérisme) ; mais quand un malheureux délégué, ouvrier ou paysan, montait à la tribune pour y apporter quelques remarques sensées, mais mal exprimées, les « fonctionnaires » ne se gênaient pas pour rire, pour l'interrompre, lui demander d'abréger, tandis que les « as » affectaient de ne pas écouter et de parler entre eux d'autre chose. Le mercredi soir, en particulier, le fait a été si choquant que j'ai vu deux délégués prendre leurs chapeaux et sortir de la salle, en en disant à voix basse la raison à leurs voisins.

Ils n'osaient même pas protester tout haut. Sur toute la salle du Congrès pesait une atmosphère d'étouffement, résultat du terrorisme établi par le Bureau politique dans l'ensemble du parti. A chaque table, les « simples délégués » étaient encadrés par les fonctionnaires dûment stylés, qui provoquaient aux moments voulus des « exclamations » et des « gestes divers ». Pendant que Treint accomplissait un faux moral en détachant habilement quelques passages d'une lettre de Souvarine, Dunois était seul à réclamer la lecture de la lettre entière. Un délégué me dit quelques heures après : « Je me doutais bien que c'était un faux ; j'aurais bien voulu réclamer la lettre complète ; mais que veux-tu ! j'aurais été *fusillé* huit jours après. » La lecture de Treint laissa d'ailleurs le Congrès assez perplexe ; contrairement au compte rendu mensonger de l'*Humanité*, il n'y eut que les fonctionnaires pour pousser quelques « oh ! » d'indignation. Intérieurement, les délégués se demandaient avec inquiétude si on ne s'était pas moqué d'eux. Une fois de plus, Treint avait débordé.

Mais aucun bluff ne fait reculer le Capitaine, pourvu qu'il serve à épaissir encore l'atmosphère. L'ensemble du Parti était opposé à l'*Humanité du Midi*, véritable gouffre financier. La plus grande partie des fédérations du Sud en étaient également adversaires. L'Interfédération des Alpes, par exemple, a, lors de son congrès local, demandé officiellement que l'*Humanité du Midi* ne rayonne plus sur sa région. Cela n'a pas empêché Marrane de déclarer à Clichy que ce journal rendait des services inestimables ; le Bureau politique en a décidé le maintien... tout en se gardant bien de faire voter le Congrès à ce sujet.

Dans ces conditions, qui donc aurait osé demander des éclaircissements au Bureau politique sur certains scandales qu'il a voilés et pour cause ? Qui donc aurait osé lui demander les raisons de la disparition de Werth (Est-ce encore un attentat fasciste ?) Qui donc aurait osé demander ce qu'est devenu le fameux mot d'ordre du « tribunal révolutionnaire » ? Pourtant, Dunois avait posé quelques questions précises : Sadoul, bluffs divers de l'*Humanité*, etc. Il avait ajouté : « Si vous croyez que je mens, je demande une commission d'enquête. » Dès qu'il eut terminé, la Fédération de la région parisienne fit, comme par hasard, parvenir au bureau une motion où l'on déclarait que Dunois avait fait perdre son temps au Congrès, et qu'il était inutile de lui répondre.

C'en était trop ; on sentit nettement la consternation s'emparer de l'esprit des congressistes. Loriot déclara que, dans ces conditions, il renonçait à prendre la parole. Voulant aller jusqu'au bout, le Bureau politique fit donner la parole à Ilbert ; mais dons toute la salle on entendait crier : « Loriot ! Loriot ! » Semard sentit le danger, et vint à la tribune pour demander à Loriot de prendre la parole.

L'Internationale a exigé la fin des exclusions ? Soit ! le Bureau politique n'en fera plus ; il les fera faire par les cellules et les rayons savamment cuisinés, parfois après des mutations judicieuses. A une séance du Congrès, Loriot demandait à Suzanne Girault : « Pouvez-vous jurer, camarade, que l'Internationale est du même avis aujourd'hui qu'il y a un mois sur la situation

du parti français? » Après quelques instants d'hésitation, S. Girault laissa tomber cette perle, de sa lèvre inférieure : « L'Internationale est du même avis aujourd'hui qu'il y a un mois, elle estime toujours qu'il faut bolcheviser le parti français. »

Mais si nul ne protesta contre ce mauvais calembour (c'était trop dangereux), bien peu de délégués en furent dupes. Nos minuscules « bolcheviseurs » prennent leurs désirs pour la réalité; les ouvriers et les paysans du parti ne sont pas des naïfs, comme ils voudraient le croire. Ils ne se moqueront pas éternellement d'eux. Un parti qui a ses racines et sa raison d'être dans la classe ouvrière et paysanne ne peut pas rester longtemps la proie d'une petite coterie qui n'admet ni la critique, ni la discussion, et à qui tous les procédés sont bons pour cacher ses fautes, ses erreurs, ses bassesses. Tôt ou tard, il viendra un souffle d'air pur qui balayera ces médiocrités agissantes, et donnera au Parti une figure vraiment communiste.

J. L.

A L'UNION DES SYNDICATS DE LA RÉGION PARISIENNE

Si l'on affirmait que le Congrès de l'Union des Syndicats de la Région Parisienne a été un congres de travail, on se tromperait joliment!

Tout le Congrès de la Région Parisienne, ainsi que le Congrès de la Seine qui l'a précédé, s'est tenu sous une impression de malaise, causée par ces deux questions : rééligibilité des fonctionnaires et cumul des mandats politiques et syndicaux.

Même pendant la discussion du rapport moral, ce malaise s'est fait sentir. Il était si évident qu'il conduisit Raynaud à jeter du lest et à abandonner, provisoirement du moins, la question du cumul. Ce n'est qu'en novembre prochain que l'on saura si un député ou un conseiller municipal peut être secrétaire de l'Union des Syndicats.

Sur le rapport moral de l'Union de la Seine, un peu d'opposition se fit sentir, qui se traduisit surtout par d'utiles interventions de Jacquet, Vadécart et Boville. Les deux premiers critiquèrent uniquement le bureau pour l'organisation de la semaine de l'unité. On répondit naturellement à côté, en se gardant bien de dire pourquoi Purcell et Fimmen n'étaient pas venus. Boville s'éleva contre la mauvaise interprétation du fascisme faite par le bureau. Son intervention eut le tort d'être trop étriquée et, d'ailleurs, il n'en garda pas longtemps le bénéfice. Raynaud lui donna comme preuve irréfutable de la nullité de ses arguments, leur source : *la Révolution Prolétarienne*. Et le pauvre Boville se tint coi. Il devait nous mieux fixer en signant le manifeste de la V. O. Il faut de ces moments, où des tombereaux d'immondices vous tombent dessus pour voir ceux qui tiennent bien sur leurs jambes.

L'ouverture du premier Congrès de la R. P. nous amena, immédiatement après les formalités habituelles, le discours de Monmousseau, parlant au nom du Bureau Confédéral, discours entièrement dirigé contre la gauche ouvrière, sous le prétexte de réfutation de thèses sur le fascisme. Grands dieux, quelle énergie!

L'orateur s'appliqua à montrer que le fascisme n'était pas à venir, mais était là et qu'il fallait agir en conséquence. Pourtant, il se permit de dire — je cite la *Vie ouvrière* — que « certains camarades ont vu du fascisme dans des petits faits et incidents qui, jusqu'ici, ont toujours appartenu au déroulement normal de la lutte quotidienne entre patrons et salariés ». Nous n'avions pas dit autre chose en parlant d'exagération et de ridicule.

La fin du discours de Monmousseau porta sur l'unité. Pour lui, le problème de l'unité syndicale est pressant — c'est heureux qu'on s'en aperçoive — et il faut l'envisager, non comme une manœuvre, mais comme une impérieuse nécessité. Enfin, allons-nous entendre des paroles sensées? Il dit d'assez bonnes choses. Entre autres, que la seule condition à apporter dans la réalisation de l'unité était le respect de la liberté d'expression — et je le retiens, car il en sera sans doute bientôt question à la C. G. T. U. — mais il oublia, lui aussi, de donner les raisons exactes de l'échec de la campagne pour l'unité.

Toute la discussion tourna autour des articles 35 et 36. Quelques autres soulevant bien des objections, ne retinrent pas l'attention du Congrès.

Il faut classer les adversaires du point de vue officiel en deux catégories : celle de la minorité confédérale et celle formée de membres de la majorité confédérale de Bourges.

Parmi ceux qui soutinrent le bureau, certains le firent avec enthousiasme, prêts à tout sacrifier pour la « ligue » ; d'autres, et c'étaient les plus nombreux, le firent bien à contre-cœur et seulement parce que la discipline du Parti les y obligeait. Ce furent eux qui répandirent sur le Congrès cette impression de malaise.

Jacquet et Vadécart montrèrent combien on donnait de valeur aux arguments de la bourgoisie, quand elle répète aux ouvriers que les syndicats unitaires sont exclusivement des syndicats politiques. Galand, des chauffeurs d'autos, et Frère, du gaz, rappelèrent avec raison les histoires Rhul, Fiancette et Lajarrige. Que retenir de l'argumentation de Mangeot? Après avoir dit des choses sensées, même quand il fut violent, il termina par des menaces de scission, et contre cela nous nous élevons absolument.

Quant aux défenseurs du Bureau et à Raynaud en particulier, ils tinrent un langage de démagogues. Que de périodes ronflantes, que de mots sonores n'entendîmes-nous pas? On fit défiler devant nous les futures époques tragiques, les militants arrêtés, emprisonnés, fusillés. La révolution dans 24 heures.

Sur la rééligibilité, on laissa aussi passer le bout de l'oreille, en parlant incidemment du renouvellement du Bureau confédéral. Galand devait répondre plaisamment et justement en disant que dans le parti de l'élite ouvrière on devait être à même de trouver facilement quelques douzaines de secrétaires d'Union ou de secrétaires confédéraux.

La discussion des articles, durant la seconde journée, ne fut que la répétition de la discussion sur l'interprétation générale. Raynaud, qui avait ordre du Bureau politique, de remettre tout en question, tâta à nouveau le terrain. Le Congrès se rappelait si bien ses déclarations de la première journée, que la question des élus politiques au secrétariat de l'Union resta renvoyée à novembre? Raynaud ne put remplir sa mission.

JEAN DIDIER.

Le foyer des "incendies européens"

Un coup d'œil aux Balkans

L'Orient et la péninsule des Balkans, celle-ci particulièrement, ont toujours été une « source d'inquiétude pour l'Europe » ; c'est de là que sont partis bien des « incendies européens »; c'est du moins ce que l'on se figure en Occident. Et il ne semble pas que 1914 ait clos la série de ces conflagrations impérialistes à point de départ ou à prétexte balkanique. Aussi n'est-il pas sans intérêt de donner aux ouvriers internationalistes français quelques renseignements sur ces pays mystérieux.

Les ouvriers français sont d'ailleurs documentés déjà sur la question : ils sont quelques milliers à avoir acquis, de 1916 à 1918, sur les Balkans et la Macédoine, d'autres données que théoriques ! Mais, quand on est soldat, quelle observation désintéressée est possible ? On s'occupe de savoir quand on cessera de souffrir, et c'est tout. Par conséquent, même pour les anciens soldats d'Orient, il est possible que les *impressions* que nous allons donner ne soient pas des lieux communs. Si elles leur paraissent erronées, qu'ils nous corrigent, si elles sont romantiques, qu'ils nous maudissent.

Difficultés de la politique balkanique
Banditisme ou "vertu" ?

Quand on jette les yeux sur une carte des Balkans, on se dit tout de suite, à considérer cette poussière d'Etats, qu'au milieu de leurs appétits inextricables, il ne doit pas être facile de se reconnaître. Effectivement, quand on arrive dans le pays, surtout si l'on arrive par Salonique, on est vraiment désorienté ; on a l'impression de se trouver en plein chaos. Mais, assez rapidement, on comprend que cette difficulté de dégager des évènements un sens... occidental ne tient pas seulement à la complexité des questions politiques, mais aussi au caractère même des habitants.

Certaines des races qui habitent aujourd'hui la péninsule des Balkans sont, en effet, extrêmement différentes de ce que nous sommes devenus. Un Albanais, libre dans sa montagne avec son fusil, est au moins aussi différent des Français civilisés, policés et *domestiqués* que nous sommes que les buffles sauvages qui parcouraient les clairières de la Gaule pouvaient l'être des placides bœufs normands d'aujourd'hui. Ces peuples neufs n'ont pas subi la « spécialisation » qui a fait le caractère et la grandeur des peuples occidentaux. Mais ils possèdent à un degré extraordinaire les vertus des premiers âges : le courage, la volonté, l'amour farouche de la liberté — en un mot l'héroïsme.

C'est d'ailleurs le mot qu'ils emploient eux-mêmes ; certaines régions, par exemple l'est de l'Albanie, pullulent de « héros ». Le seul être au monde pour qui ces paysans aient de la considération, c'est le « héros de la montagne », c'est-à-dire le mâle le mieux doué, celui qui, dans la guerre pour la vie, accomplit des prodiges, celui dont la valeur personnelle fait un « maître ».

Ces expressions de « valeur », de « prodiges », d' « héroïsme » semblent bien fades au lecteur occidental. Pour nous, elles sont devenues abstraites ; mais un court séjour en Albanie leur redonne une valeur singulière.

Un héros de la montagne

Le héros de la montagne est, en effet, un être indomptable. Il vit en armes. Réfugié dans ses montagnes, il s'y construit en quelque cirque magnifique une « koula » fortifiée, c'est-à-dire une maison en pierres (1) aux murs énormes, assez vaste pour qu'on y puisse rentrer récoltes et bêtes en cas d'alerte. Là, vous pourrez le traquer, vous pourrez peut-être le tuer ; mais vous ne pourrez pas le soumettre. Il consent à mourir en armes, — on ne pleure pas ceux qui meurent par le fer! — jamais à se laisser désarmer.

Par exemple, lors de mon arrivée en Serbie du Sud, il n'était bruit que d'une expédition organisée peu de jours avant contre l'un de ces bandits. Car ce qui est « héros » pour le paysan aux tendances anarchiques est naturellement « katchak », c'est-à-dire bandit, pour les gazettes gouvernementales.

Donc, l'un de ces montagnards, particulièrement valeureux, était arrivé à acquérir un grand prestige sur les paysans voisins. Ceux-ci, impressionnés par ses victoires et sa bravoure, refusèrent un jour de reconnaître d'autre autorité que la sienne ; et, groupant trois villages, notre héros établit, en plein territoire serbe, un Etat indépendant ! Cela dura trois ans. Les impôts ne furent plus payés ; les jeunes gens ne partirent plus à la caserne et les paysans vécurent sous la protection de leur bandit. Celui-ci, loin de voir diminuer son autorité, l'augmentait au contraire par les multiples et prestigieuses victoires qu'il remportait sur les gendarmes envoyés contre lui ; déjà, comme il arrive souvent en pays musulman, des légendes couraient sur son compte. Et, lorsque le gouvernement serbe résolut d'en finir, il dut mobiliser une véritable petite armée : plusieurs compagnies d'infanterie et de l'artillerie. Une vraie bataille fut livrée, avec des morts et des blessés. Les villages rebelles furent cernés, bombardés, incendiés, razziés. Mais, quand on crut mettre la main sur le chef, il salua ses agresseurs et magiquement — ou plus exactement grâce à ses qualités de tireur remarquable — rompit leur cercle et leur échappa.

Il était écrit qu'un si grand katchak ne pouvait connaître la défaite ! Le gouvernement prétendit bien qu'il était mort de ses blessures en Albanie, mais il ne trouva personne pour le croire.

On comprendra que dans des contrées où s'épanouissent de telles mœurs, où tout homme libre porte le fusil, où les gens ne sont estimés qu'en proportion de leur « héroïsme », des conflits armés individuels ou collectifs doivent être fréquents. En effet, ils sont à peu près journaliers. Et ces inextricables conflits forment un véritable puzzle pour le malheureux voyageur occidental qui cherche à en dégager un sens politique exprimable en « motions » ou « thèses » bien rituelles.

Mais, puisqu'il faut se jeter à l'eau, allons tout de suite au plus fort de l'imbroglio et tâchons d'examiner, dès l'abord, les aspects de cet héroïsme ou banditisme politique en Macédoine et sur les confins albanais, les deux régions les plus balkaniques des Balkans.

(1) Les demeures des gens moins valeureux sont simplement en terre.

LA MACÉDOINE

La Macédoine, bassin inférieur du Vardar, est, de tout l'Orient, la région qui a vu mourir le plus de Français. Nos malheureux camarades soldats y ont laissé des milliers de cadavres. Les cimetières d'Uskub et de Salonique sont encore pleins de noms français et algériens. Et l'impression que les rescapés ont gardée de la région n'est sûrement pas celle d'une contrée où se puisse chanter la « douceur de vivre ».

Pourtant, au cours de l'histoire, les nations voisines ne cessent de se disputer sa possession : turque en 1912, elle fut partagée entre la Grèce, la Serbie et la Bulgarie après les deux guerres des Balkans. Aujourd'hui, elle n'est plus, théoriquement, que serbe et grecque. Mais l'on continue de s'y battre. C'est, en effet, une contrée tempérée, irrigable, qui deviendrait vraiment riche le jour où elle jouirait de la paix.

Les "Comitadjis"

L'action politique y est menée par ce qu'on appelle les « Comitadjis ». Tous les Français connaissent maintenant ce mot. Mais combien pourraient dire approximativement ce qu'il signifie ? Les uns disent : « Ce sont des gendarmes » ; les autres : « Ce sont des bandits ». En réalité, comitadji, cela veut dire « homme du comité », « du Comité de l'Indépendance Macédonienne » qui s'était fondé sous la domination turque en 1894.

Cette organisation prétendait avoir pour but de libérer la Macédoine du joug turc. Vraisemblablement, elle était suscitée par les nations chrétiennes des Balkans qui n'osaient pas attaquer directement la Turquie et cherchaient préalablement à « préparer le terrain » en Macédoine. Et alors, comme on ne pouvait tout de même pas prendre pour mot d'ordre la bulgarisation ou la serbification de la Macédoine, on avait pris celui de l' « autonomie ». Le « Comité » avait pour devise « La liberté ou la mort » et il était régi par un code qui, tant pour ses membres que pour ses adversaires, édictait la mort à chaque article. Son rôle consistait à organiser et armer des bandes de gens courageux qui gagnaient clandestinement les villages et, parfois par la persuasion, souvent par la terreur, y faisaient leur propagande. Il s'agissait de constituer dans chaque village des comités de gens sûrs qui fussent décidés à se dresser à l'occasion contre l'autorité turque.

Et ce n'était pas une tâche particulièrement facile. Il fallait ruser avec les forces turques qui, naturellement, étaient sur leurs gardes, et au besoin se battre avec elles ; il fallait obtenir des paysans une nourriture qu'ils ne lâchaient pas toujours de très bon gré et toujours mener dans la montagne et la brousse l'existence du bandit traqué, de l'irrégulier en lutte contre le monde. Il fallait un certain cran ! Mais nous avons vu qu'aux Balkans il ne manque pas de gens qui ont du goût pour cet anar-

chisme en action. Les gens du Comité en eurent si bien que le mot de comitadji sortit de la petite Macédoine où il avait eu une naissance si modeste et devint international.

Mais les Turcs vaincus et la Macédoine partagée, les desseins des Etats qui avaient suscité le « Comité de l'Indépendance » n'étaient qu'à moitié remplis. Ce que chacun d'eux voulait, c'était, en effet, non pas une part, mais la totalité de la Macédoine. Il y eut donc, dès lors, presque officiellement, des comitadjis serbes et des comitadjis bulgares. Il y eut, peut-être aussi des comitadjis grecs; mais, comme chacun sait ,en fait de banditisme, les Grecs préfèrent de beaucoup celui qui se fait derrière un comptoir à celui de la rase campagne.

...Armés par la Bulgarie

Enfin la « grande guerre » terminée, la Macédoine se trouva attribuée presque tout entière à la Serbie ; les comitadjis serbes disparurent alors naturellement. Aujourd'hui, il n'y en a plus que de bulgares. Les bandes ou « tchéta » qui parcourent encore les campagnes macédoniennes et font de la « propagande » pour l' « indépendance » sont armées par la Bulgarie ; leurs chefs ou « voïvodes » touchent des subsides bulgares. Leur propagande est bulgare. Cela, aux Balkans, ne fait de doute pour personne (1). Ainsi, le principal de ces voïvodes, Todor Alexandroff, celui-là même qui fut tué en septembre 1924 par les membres d'une organisation rivale, fut, de 1916 à 1918, le maître de la Macédoine. Eh bien, il ne fut nullement question pendant ce temps de Macédoine indépendante, mais seulement de Macédoine bulgare. De même, on put observer que les comitadjis disparurent presque complètement pendant le ministère de Stamboulisky, membre du parti paysan bulgare et pacifiste sincère. Ils n'étaient plus subventionnés alors. Mais ils reparurent de plus belle quand Isankoff eut pris, dans le sang, le pouvoir à Sofia. Aujourd'hui, ils sont encore fort actifs et leurs randonnées en territoire serbe — jusqu'à une centaine de kilomètres de profondeur — sont très fréquentes.

Faut-il soutenir l'indépendance macédonienne ?

Que faut-il penser du mot d'ordre proposé par l'Internationale Communiste, tendant à soutenir cette « indépendance » macédonienne ?

Cette question est très difficile.

D'abord, y a-t-il un véritable mouvement autonomiste macédonien ? Vraiment, nous ne le croyons pas ; en tout cas, ce n'est pas celui de Todor Alexandroff.

Ensuite, y a-t-il réellement une Macédoine? Nous ne le croyons pas davantage. Ce qui domine en Macédoine, ce sont les souvenirs turcs ; mais il y a aussi des Serbes, des Bulgares, des Grecs, des Grecs surtout : la Grèce, en effet, après la mémorable défaite que lui infligea, en Anatolie, Kemal Pacha, a purement et simplement expulsé tous les Turcs qui peuplaient la portion de la Macédoine qu'elle détient et les a remplacés par des réfugiés grecs.

Que reste-t-il donc du mot d'ordre de l'Internationale ? Eh bien, nous croyons que c'est un mot d'ordre essentiellement conditionnel, opportuniste, valant pour le temps où il a été émis, mais susceptible d'être abandonné dès que les circonstances changeront. « Etant donné qu'en 1924 les comitadjis sont une force très importante, que l'on ne peut arriver à rien contre eux ou sans eux, tâchons de marcher avec eux et de les faire, par réciprocité, marcher un peu avec nous (1). » Voilà vraisemblablement le raisonnement qui est à la base du mot d'ordre présenté par l'I.C. à ses militants. Il n'a qu'une valeur d'action ; il ne faut voir en lui rien d'absolu. Il est directement conditionné par la puissance des comitadjis ; que celle-ci s'écroule, il disparaîtra avec elle.

L'ALBANIE

Nous avons vu, tout à l'heure, l'énergie d'un bandit albanais que son seul courage avait fait chef d'un Etat rebelle en 1924. Mais ce n'est pas d'aujourd'hui que les montagnards albanais sont des gens indomptables. Pendant six siècles, des Etats divers ont ravagé l'Albanie ; jamais ils ne l'ont soumise. Les Turcs qui, théoriquement, régnèrent sur elle de longs siècles, firent bien des expéditions pour rendre leur domination effective. Ils pillaient tout et désarmaient tout le monde, mais, dès qu'ils avaient le dos tourné, chaque Albanais retrouvait son fusil et sa liberté. Tout ce que les Turcs purent obtenir de ces gens qui sont pourtant leurs frères en islamisme, mais qui ne peuvent tolérer aucune autorité, ce fut le droit théorique de prélever sur eux une imposition dérisoire, quelque chose comme un franc par maison.

Lors de la guerre des Balkans, ce fut au tour de la Serbie. Elle fit deux expéditions, la deuxième particulièrement sévère : village après village, tout fut méthodiquement brûlé, comme c'est la règle dans la guerre orientale (2); tout ce qui était mâle et pubère fut désarmé ou massacré. On pouvait croire que la Serbie était définitivement installée sur la côte de l'Adriatique ; c'était la fin d'un peuple sans histoire, mais non sans charme ! Mais les montagnes ont pour les paysans des complaisances et des cachettes qu'ignorent les généraux des armées orga-

(1) M. Reiss, savant professeur d'une université suisse a, pour notre joie, publié à Belgrade une pesante brochure bulgarophobe où il s'acharne à la démonstration de cette évidence.

(1) On pourrait faire à l'I. C. le reproche d'être aux Balkans trop bulgare comme en Europe trop allemande.

(2) Exemple dont on se souvient encore : incendie de tout ce qui était grec à Smyrne en 1922. Quand les gouvernants occidentaux feignirent de s'étonner et de s'indigner de cet incendie fatal, dont ils étaient en somme les vrais responsables, ils se moquèrent du monde.

nisées. Quinze jours après, l'Albanie se retrouvait en armes ! C'était la grande « insurrection albanaise », à la suite de laquelle les nations impérialistes, réunies en une sorte de Conseil suprême, proclamaient l'indépendance de l'Albanie.

Entre parenthèses, on se rappelle peut-être qu'à ce Conseil du début de 1914, l'influence allemande sembla l'emporter et qu'on résolut de donner pour roi au nouvel Etat un prince allemand, le prince de Wied ; là-dessus, notre Poincaré national, alors président de la République, feignit d'avoir reçu dans son cœur de Français une blessure mortelle, menaça, mais se garda de donner sa démission et laissa dire et écrire qu'une telle offense ne pourrait guère se laver que dans une guerre du Droit.

Vraiment, cela en valait bien la peine ! La possession des Alpes albanaises n'eût pas augmenté d'un pfennig la puissance allemande : il n'y a ni houille ni pétrole et il est impossible d'y faire du commerce, car les habitants refusent de laisser tracer des routes. D'ailleurs, il était de toute évidence que ces montagnards que personne n'a jamais pu soumettre n'accepteraient jamais la domination d'un prince dégénéré quelconque, tout intrônisé qu'il fût par un Conseil suprême.

L'Albanais et son fusil

Au point de vue moral, ces Albanais ont donc un caractère extrêmement tranché ; ils ne sont pas moins particuliers au point de vue physique. Ce sont des hommes de taille assez haute avec de grands bras et de grandes jambes, qui n'ont pas du tout de graisse. Ils ne sont pas maigres: ils n'ont pas de graisse. Ce pannicule adipeux, que la sédentarité a développé chez nous, et qui semble « fixé » dans l'espèce, n'existe pas chez eux, leurs muscles sont immédiatement sous la peau et leurs biceps énormes saillissent comme des sphères. De même, ils n'ont pas de fesses et, ne pouvant, par conséquent, pas fixer comme nous leur pantalon aux hanches, ils le portent sur les trochanters. Marcheurs infatigables, ils sont capables, dit-on, de traverser en deux jours toutes les montagnes qui séparent l'Adriatique du territoire serbe. Leur costume est aussi particulier ; la pièce essentielle, celle sans laquelle ils ne se montreraient jamais, est, comme pour tous les Musulmans, la chéchia ; mais c'est une chéchia toute petite, couvrant à peine le sommet du crâne, et *blanche ;* de là peut-être leur nom, *alba,* voulant dire blanc en latin, et l'albanais étant une langue latine.

Mais vous pouvez vêtir un Albanais de son plus beau costume national et le placer dans le paysage le plus balkanique que vous pourrez imaginer, il ne sera véritablement lui-même que quand vous lui aurez permis de se parer de ce qui est aussi essentiel à la vie que l'air et le pain, de ce qui est la marque de la liberté et de l'honneur, son fusil ! Sans fusil, on est un vaincu, on n'est pas digne de vivre. Chaque Albanais a son fusil ! Ils ne vous le montrent pas tous, car ce pourrait être dangereux ; mais si l'on va dans la montagne, on est sûr de rencontrer des paysans le fusil sur l'épaule, ceinturés de cartouches, avec, sur le ventre, deux petites bombes. Cet amour des Albanais pour leur armement individuel est si grand que, quand l'évêque (1) qui gouvernait (?) l'Albanie en 1924 voulut prendre le pouvoir, il dut faire les promesses suivantes: tout homme aura droit de conserver ses armes ; la *vendetta* sera permise à tous ; personne ne paiera d'impôts ; personne ne servira dans l'armée régulière.

Notons ici que c'est par l'Albanie, par ces montagnes farouches peuplées de gens irréductibles que l'armée et la nation serbes durent passer pendant l'hiver 1915, lorsqu'elles fuyaient devant les Autrichiens et que la route de Salonique était coupée. Par ces montagnes pleines de neige, sans routes, sans ravitaillement d'aucune sorte, tout un peuple est passé. Il y a là une page d'histoire absolument inconnue en Europe. Comme grandeur et misère, elle est certainement comparable à la retraite de Russie.

LES CONFINS ALBANAIS

Au nord de l'Albanie est le Monténégro, à l'est sont les territoires que la Serbie arracha à la Turquie en 1913.

Le Monténégro a aujourd'hui cessé d'être un Etat indépendant. Il a été rattaché en 1919 à la couronne de Serbie. Cette opération s'est faite sans grandes difficultés. Les Monténégrins sont, en effet, comme les Serbes, des Slaves, des *Yougo-Slaves* ou Slaves du Sud, et ont toujours considéré les Slaves de partout comme leurs frères. Ils sont peut-être trois cent mille, mais comme ils le disent avec fierté, « eux et les Russes, ça fait cent vingt millions ». Ce sont des montagnards vigoureux, possédant toutes les belles qualités que nous avons vues aux Albanais, mais beaucoup moins farouches, plus abordables que ces derniers. L'Albanais, en effet, est toujours un peu effrayant ; les Monténégrins, au contraire, paraissent des gens sympathiques et fins. Cette différence tient évidemment à la différence des races, mais aussi à celle des religions : l'Albanais est musulman — et rien d'impénétrable comme la religion musulmane — tandis que le Monténégrin est vaguement chrétien, d'un christianisme très bon enfant.

Comme ils sont à peu près seuls à peupler le territoire monténégrin, le pays est relativement tranquille.

Mais dans les territoires enlevés à la Turquie que la Serbie colonise depuis 1913, le mélange des races est considérable. Prenons, par exemple, le territoire de Kossovo. C'est un riche plateau, situé au nord-ouest d'Uskub, sur lequel, durant l'histoire, Chrétiens et Musulmans se livrèrent des batailles décisives: en 1380, les Musulmans y défirent les Chrétiens et s'y ouvrirent la route du Danube; cinq siècles plus tard s'y décidait le sort de cette « guerre des Balkans » qui supprimait pratiquement la Turquie d'Europe. Il est habité par des Turcs, des Albanais et des Serbes. Les Albanais sont là, comme partout, insoumis. Quant à ceux qu'on appelle des

(1) Il y a, en effet, des Albanais catholiques dans la plaine, près de la mer.

« Turcs » beaucoup sont vraisemblablement des Serbes qui se sont convertis sous la domination turque; mais ils ont subi largement l'« influence stérilisante » de l'Islam et sont devenus, comme tous les peuples chez qui le principe islamique est fort, rebelles à ce que nous appelons le progrès. Par exemple, lorsque le capital financier européen résolut de construire des chemins de fer dans la région, il se heurta à une opposition très vive de la part de ces Turcs: pour eux les railways ne pouvaient être qu'une invention satanique ou de dangereuses machines de guerre de ces rusés chrétiens. Et les compagnies durent souscrire à cette clause que leurs chemins de fer ne passeraient que par la campagne, les gares devant être éloignées des villes d'un nombre de portées de fusil d'autant plus grand que la ville desservie était plus importante ! Ainsi la ville la plus importante de la plaine de Kossovo est Prichtina; eh bien, la gare en est distante d'une bonne dizaine de kilomètres.

La colonisation serbe

Il est intéressant de jeter un coup d'œil sur les méthodes employées par la Serbie pour coloniser ces territoires.

Lorsqu'une grande nation, la France ou l'Angleterre, entreprend la colonisation d'un pays, la méthode est simple : elle se résume en un mot, *la force*, force plus ou moins tempérée d'hypocrisie mais qui reste la force. On prive les colonisés de tous droits civils ; par expropriation on les chasse des terres fertiles et on les refoule dans la montagne ; on déploie un appareil militaire destiné à plonger les indigènes dans la terreur et à noyer dans le sang toute ébauche de rébellion. Ce régime d'état de siège est, après cent ans de colonisation, encore *officiellement* appliqué dans les territoires du sud de l'Algérie ; *en fait* il persiste dans l'Algérie tout entière. Et c'est évidemment la seule manière d'arriver à un résultat. Seulement, cela choque la noble conscience des démocrates bêlants, penseurs remarquables, qui acceptent la colonisation mais en rejettent les moyens, qui défendent le capitalisme, mais s'indignent du paupérisme et de la guerre. Et, seules les nations princesses de l'impérialisme peuvent se permettre d'employer ces méthodes.

Pour la Serbie, qui, dans le concert des nations, n'est qu'un bandit de bien faible envergure, c'était tout à fait impossible. Force lui fut d'appliquer partout les principes démocratiques et, pour la première fois peut-être, l'on vit un territoire colonial où les colonisés jouissaient du droit de vote et d'éligibilité, où il n'y avait pas d'expropriations et où les colons (1) allaient travailler dans la montagne alors que les indigènes conservaient les riches terres de la plaine. Aujourd'hui, on rencontre là-bas des travailleurs en chéchia qui ne sont ni maigres ni en haillons, ce qui est tout à fait extraordinaire pour le voyageur qui a quelque habitude d'une colonie impérialiste.

(1) Monténégrins pour la plupart.

Beys et Fellahs

Pourtant, comme Belgrade était bien obligée de faire quelque chose *contre* ses colonisés, elle usa largement d'un moyen bien simple : soutenir leur religion. Les ministres des divers cultes ont toujours été les meilleurs agents d'abrutissement des peuples; ceci est particulièrement vrai pour les peuples musulmans et, dans toutes leurs colonies musulmanes, la France et l'Angleterre font une politique cléricale (1). Mais la Serbie alla encore plus loin. Avec elle, muezzins, hodjas, membres de diverses confréries devinrent des personnages officiels, appointés et pourvus de fonctions étendues. Pour tout décès, mariage, baptême ou naissance chaque Musulman est obligé de passer par son clergé ; en plus de cela, chaque marabout est naturellement médecin (à quoi servirait-il d'être saint si l'on ne se faisait payer ses miracles?) et l'on se garde bien de leur appliquer les lois sur l'exercice illégal de la médecine. En 1883, Renan, dans une conférence sur l'islamisme et la science, insistait beaucoup sur ce fait que la renaissance des peuples musulmans ne serait possible que le jour où ils se dresseraient contre l'islamisme, « la chaîne la plus lourde que l'humanité ait jamais portée ». Eh bien, les gens de Belgrade comme ceux d'Angora semblent être devenus renaniens : le soin le plus attentif des ennemis historiques des Turcs est de protéger le clergé musulman tandis que le premier acte des sauveurs de la Turquie est de déposer le Chef des croyants.

Reconnaissons-le, les Serbes n'ont pas mal réussi dans cette entreprise d'abrutissement. Exemple : Sous les Turcs, la terre était possédée par quelques seigneurs, des beys, qui faisaient travailler des fellahs sur la base du khamessat : trois cinquièmes de la récolte pour le maître, deux cinquièmes pour le producteur (2) ; or, quand les Serbes arrivèrent, pour se concilier les paysans sans terre, ils décrétèrent que la terre était partagée et appartenait désormais à qui la travaillait. Nos beys fainéants se trouvaient donc dépossédés. Ils commencèrent alors une propagande promusulmane très intense, disant à leurs fellahs que les Turcs allaient revenir et que les fellahs qui n'avaient pas versé leur dû au seigneur seraient terriblement punis. Et tant était grande l'intoxication islamique de ces travailleurs, qu'ils se laissèrent effrayer ! Actuellement, ils versent encore à leurs seigneurs de quoi les entretenir dans la paresse. Par contre les beys qui avaient des fellahs chrétiens ne touchent plus rien du tout.

Exploits de « Katchaks »

La Serbie a donc dû s'engager à n'agir avec ses colonisés que suivant les rites constitutionnels et à leur accorder les droits politiques. Mais ces gens

(1) Le culte musulman est le seul qui soit reconnu en France.

(2) La voilà bien la « participation aux bénéfices » !

Ces chiffres sont d'ailleurs susceptibles de varier, la fraction qui revient au travailleur étant d'autant plus petite que la terre est plus fertile et la demande de travail plus grande.

estiment le bulletin de vote chose bien fade et trouvent incomparablement plus de goût au maniement d'un bon fusil. Aussi, ces terres, que Sorel eût aimées, sont-elles le théâtre du banditisme le plus floride. Comme l'Albanie, Kossovo pullule de héros ; et quand la saison s'y prête, il n'est presque pas de jour où, dans les villages, leurs victimes éventuelles, dont la crainte se mêle d'admiration, n'apprennent quelques-uns de leurs exploits. Et il est souvent difficile à l'observateur étranger de reconnaître lesquels de ces exploits sont des coups de simples bandits et lesquels des actions politiques.

Ainsi, en septembre 1924, un sous-préfet en service se rendait à cheval de Mitrovitza sur Kossovo à Petch au Montenegro. Il suivait la route qui unit ces deux villes, certainement la plus importante et la plus fréquentée de la région. Il était protégé par une sérieuse escorte de gendarmes en armes. Eh bien, il fut attaqué par des *katchaks* qui réussirent le tour de force de le capturer, ainsi que ses secrétaires, et de l'emmener dans la montagne. Etait-ce action politique? Etait-ce simplement banditisme? La première hypothèse n'est pas invraisemblable, étant donné que le ministre de l'Intérieur venait de déclarer à la Chambre : « L'ordre et la sécurité sont assurés dans les pays du Sud. » On peut aussi pencher pour la deuxième hypothèse vu la suite de l'histoire : au bout de quelques jours, un secrétaire fut relâché, regagna la plaine et déclara que les katchaks étaient prêts à relâcher leur illustre prisonnier si le gouvernement consentait à leur verser une rançon de mille *lira* turques. Les Albanais sont en effet des gens très simples. Ils ne veulent rien comprendre aux subtilités du crédit des Etats et de la circulation fiduciaire et n'ont de confiance qu'en la monnaie d'or. Or la *lira* turque est une pièce d'or qui vaut un louis. La somme réclamée était donc de 25.000 francs-or, soit 100.000 francs d'aujourd'hui, soit 380.000 dinars serbes. Voilà au moins un fonctionnaire qui ne se plaindra pas qu'on ne l'ait pas apprécié à sa valeur ! Pour ceux que l'épilogue intéresse, la somme fut versée et le sous-préfet relâché.

A la même époque une vingtaine de katchaks attaquèrent un soir Obilitch, village important, pourvu d'une garnison, capturèrent un commerçant en blés et le mirent à prix : 250.000 dinars.

Un dernier exemple et illustration du nom de ces katchaks : sur cette grande route de Mitrovitza à Petch dont nous venons de parler, ils attaquèrent un jour l'automobile officielle qui portait au Trésor de Petch de quoi payer les fonctionnaires de la région ; ils la délestèrent proprement de deux millions de dinars.

J. PÉRA.

(Suite et fin au prochain numéro.)

De la "volaille à plumer" au "bonapartisme international"

L'histoire du « bonapartisme international », jetée sur le Congrès du Parti communiste dès sa première séance, pour créer une certaine atmosphère, est bien digne du grotesque qui paraît prendre un plaisir particulier à collectionner les formules absurdes et les images risibles. Encore ne les connaît-on pas toutes, car il en est qu'on s'est hâté d'étouffer aussitôt qu'exprimées.

Des adversaires de Trotsky ont lancé contre lui, au début même du grave conflit présent, la calomnie meurtrière. Ce n'était pas une chose qu'on imprimait. On se bornait à la murmurer à l'oreille. La calomnie classique.

Pourtant, comme elle était trop bête, il a fallu y renoncer. Et au cours des discussions récentes, on ne disait plus : Bonaparte, mais : Danton.

Treint, dont le zèle et le servilisme retardent, découvre aujourd'hui un « bonapartisme international », comme il a découvert jadis un « impérialisme ouvrier », le « plumage de la volaille » pour caractériser la tactique du front unique et d'autres choses du même goût.

On sait depuis longtemps qu'en isolant une phrase de son contexte, on peut lui faire dire exactement le contraire de ce qu'elle dit réellement. Les réformistes ne se sont pas privés d'user de cette méthode perfide à l'égard des écrits de Lénine, notamment d'une certaine phrase de la « Maladie infantile » sur le mensonge. La déformation est encore plus aisée quand il s'agit d'une lettre privée.

La lettre que Souvarine m'a écrite de Moscou le 26 novembre, si on veut en faire usage contre nous et contre la soi-disant droite internationale, *il faut en donner le texte tout entier*. Sa publication ne gênera ni Souvarine, ni moi. Elle en gênera d'autres. Surtout elle montrera l'ignominie de la manœuvre exécutée par Treint au Congrès de Clichy.

Nous n'avons jamais été et nous ne serons jamais de ceux qui se dresseront contre la Révolution russe. Nous l'avons servie et la servirons de notre mieux.

Mais l'individu qui ose parler de « bonapartisme international » a songé, lui, en 1919, à prendre du service, comme capitaine, dans l'armée de Pologne, c'est-à-dire au premier rang des armées de la contre-révolution qui, à dix reprises, portèrent le feu et le sang dans la Russie des Soviets. Lui-même a dû le reconnaître et, dans la justification qu'il en a tentée, il a pu seulement dire que, réflexion faite, il avait fait rayer son nom du tableau des volontaires. Encore cela demanderait-il à être vérifié. Il se peut fort bien que sa demande n'ait pas été accueillie, les soudards qui avaient pris goût à la guerre ne manquant pas en 1919.

En mettant les choses au mieux pour lui, il reste qu'il a eu besoin de réflexion pour s'apercevoir que la Pologne était voisine de la Russie des Soviets et servait de place forte à la contre-révolution internationale pour ses attaques. Et cela suffit amplement à le juger.

A. R.

PARMI NOS LETTRES

Les Syndicats et le rôle du Parti

Peut-on répondre à l'article de Louzon : « La démocratie est-elle encore possible ? », nous ont demandé plusieurs camarades.

— Bien sûr ! Comme jadis dans la *Vie Ouvrière* d'avant-guerre, nous accueillerons, nous appellerons la discussion. Répondez, discutez. Louzon ne demandera certainement pas mieux que de discuter vos objections et vos remarques. Pour nous, une discussion, ce n'est pas un match où il s'agit d' « amocher » le partenaire mais un essai, un effort pour dégager soit une vue exacte de la réalité, soit une juste solution d'un problème difficile.

Voici une lettre intéressante d'un militant syndicaliste du Nord :

J'ai lu attentivement l'article de Louzon, sur la Démocratie. J'en ai admiré la clarté de l'exposé et la profondeur de pensée. Mais si je suis d'accord avec le fond, la conclusion m'a laissé une certaine inquiétude.

Je fus autrefois de ceux qui niaient l'utilité pour le prolétariat révolutionnaire d'un parti politique. Je dois avouer qu'aujourd'hui je suis très fermement convaincu du contraire. Aussi, si je suis d'accord avec Louzon pour préconiser le retour du syndicalisme à l'action directe, je continue de penser que l'action politique et la formation d'un parti de classe solide demeurent nécessaires.

Louzon aurait dû s'étendre un peu plus sur le grave danger, comme il dit, de transporter à l'atelier le centre de la lutte de classes : « La lutte — je cite — risquant de perdre son caractère de classe en s'y émiettant en une infinité de luttes partielles, partielles parce que se passant sur des champs de bataille séparés, et partielles aussi à cause du caractère partiel des revendications déposées. »

Il y a aussi un autre danger, non moins grave. Tu n'ignores pas que dans la bataille syndicale pour des améliorations de salaires, ou autres revendications de détail, les professionnels obtiennent plus facilement que la masse des travailleurs non qualifiés ce qu'ils demandent. Et une action corporative bien menée avec les « spécialistes » en fait rapidement des privilégiés, et par suite de ces privilèges des conservateurs. Par conséquent, le rappel constant des buts finaux poursuivis par nous, c'est-à-dire en particulier la Révolution Sociale, est indispensable, pour maintenir ces travailleurs dans la ligne révolutionnaire.

Ils ne le comprennent pas toujours, de même d'ailleurs que la masse elle-même.

Un parti politique de classe est donc, à mon avis, indispensable au prolétariat pour l'éclairer, le guider même dans son action syndicale, je dirai même, surtout dans son action syndicale, *car je suis, inutile de le dire, l'adversaire d'un parti ne menant qu'une bataille purement politique; je crois au contraire, qu'un tel parti doit autant,* sinon plus, *lutter sur le terrain économique que sur le terrain spécifiquement politique.*

Les arguments que je pourrais employer, tu les connais mieux que moi, par conséquent, je ne te les servirai pas.

Veuille donc demander à Louzon si, dans sa pensée, la nécessité d'un parti politique du prolétariat n'existe plus, j'ai besoin d'être rassuré sur ce point.

⁂

Le Congrès de Clichy vu de loin

Certains se figurent que du moment qu'ils disposent de l'*Humanité* et de l'appareil du Parti, ils feront avaler ce qu'ils voudront au parti et même aux ouvriers de ce pays. Ils se mettent singulièrement le doigt dans l'œil. L'esprit critique n'est pas complètement mort ; la faculté de juger par soi-même et de s'y retrouver dans une situation obscure n'est pas aussi rare qu'il peut sembler. En voulez-vous un échantillon ? Voici de larges morceaux d'une lettre qui nous est venue de la région de l'Est trois ou quatre jours après la clôture du Congrès de soi-disant bolchevisation :

*J'ai trouvé que le Congrès de Paris était à peu près conforme à ce que j'attendais. Il y a même eu des interventions de la soi-disant « droite », plus nombreuses que je n'y comptais. La lettre de Souvarine, même telle que l'*Humanité *l'a présentée, ne justifie pas le battage fait autour d'elle. Treint va un peu fort quand il conclut de cette lettre que Souvarine est favorable à la contre-révolution : est-ce lui être favorable que souhaiter qu'elle se présente dans des conditions telles qu'on la puisse vaincre, alors qu'actuellement le parti favorise ses desseins par l'attitude qu'il prend? J'ai tout de suite comparé ce coup de la lettre de Souvarine, exécuté par Treint, au coup de « l'insulte à Jaurès », exécuté par Frossard lors d'un autre congrès : même utilisation théâtrale d'un document qu'on déforme par les commentaires, même appel à la sentimentalité surprise. Ces procédés ne témoignent pas, de la part de ceux qui s'en servent, un respect bien grand pour l'intelligence de ceux auxquels ils s'adressent.*

Je n'ai pas trouvé grand chose dans les débats du congrès, à part les « diatribes » contre la « droite ». Il n'y a que les résolutions toujours les mêmes, qu'on vote et revote, qu'on revotera encore la prochaine fois. Il est curieux de constater que la droite est battue par le Congrès à l'unanimité. Elle n'existe donc pas dans le parti, cette droite? Alors, si elle n'y existe pas, pourquoi tant d'efforts pour la combattre, pourquoi la présenter comme un danger si terrible?

Il y a là une contradiction. J'en trouve une autre dans la mise au point de Humbert Droz. D'après lui la droite n'expose rien à la gauche comme opinions et se borne à avoir foi en Trotsky. Bien! Mais alors qu'est-ce que la gauche avait à reprocher à la droite, si celle-ci n'opposait pas de doctrine à la sienne? De quoi donc parlaient les articles de Treint dans les Cahiers du Bolchevisme ?

Si l'on entre dans le chapitre des contradictions, on en peut relever bien d'autres. Ainsi, on accuse Jouhaux et Blum d'être des fascistes. Et puis on propose à Jouhaux et Blum le front uni contre le fascisme. Comprenez-y quelque chose?

... Même maladresse dans la mise en pratique d'autres idées, bonnes en elles-mêmes. Voyez les cellules d'entreprises, destinées à prolétariser le parti. Dans telle localité, au lieu de prolétarisation du parti, la transformation ne peut aboutir qu'à un embourgeoisement de la cellule, où l'on fait adhérer pêle-mêle toutes sortes de gens qui n'ont rien à voir avec l'entreprise. Ce système, qui fait d'un épicier un membre de la cellule textile, ou d'un coiffeur un membre de la cellule métallurgique, rappelle le régiment où l'on met cuisinier un bûcheron et tailleur d'habits un tailleur de pierre — vaguemestre un illettré.

On resserre pour prolétariser. En réalité on bureaucratise, en créant des fonctionnaires, nécessaires dans une grande région, remplacés par des militants restant dans le rang, quand l'appareil est moins centralisé. On resserre pour avoir mieux les éléments en main. Justement, on aura moins de contact avec eux et on les tiendra moins.

Ce n'est pas le tout d'avoir une bonne méthode. Il faut l'appliquer avec sagesse. Les jeunes gens qui dirigent le parti paraissent des paysans novices qui, ayant acheté une superbe charrue, sont tellement pressés de s'en servir qu'ils labourent avant que la neige soit fondue, ou bien, possesseurs d'une magnifique moissonneuse, ils s'empressent de moissonner le blé avant qu'il soit mûr.

L'erreur de Moscou, je crois, c'est de ne pas comprendre les différences de situation entre l'Occident et la Russie. Mais, sur cette erreur, se greffent les erreurs des atteintes de « maladre infantile », de chez nous, ce qui fait que notre parti est malade doublement.

***

Le silence est rompu

Nous avons déjà reçu un certain nombre de lettres qui nous ont causé autant de surprise que de plaisir. Il n'y a pas que des beni-oui-oui dans le parti ; nous n'en avons jamais douté. Il y a pas mal de camarades qui voient juste. Mais certains sont silencieux et effacés, par nature ou par goût. D'autres, plus combatifs, comprennent seulement maintenant que « la bolchevisation ne peut pas se réduire à la politique des phonographes et à celle des mannequins ».

A lire une lettre symptomatique comme celle-ci venue du fond du Midi, on est amené à penser que la masse des intimidés est bien près de s'ébranler, si ce n'est déjà fait.

Membres du parti qui avons voté contre les exclusions, nous n'avons pas la vue assez bornée pour identifier strictement la révolution et le parti. Dans le malaise où nous étions, nous avons vu venir avec un sentiment de délivrance votre revue que nous souhaitions : nous n'avons pas été déçus, car on y pense et on y parle honnêtement. Nous venons donc nous abonner et vous envoyons 10 *francs supplémentaires pour vous aider.*

Nous voulons rester dans le parti que personne ne peut accaparer; nous suivons votre conseil et pensons que ces mauvaises heures passeront. Nous ne voulons pas qu'on sacrifie tout, les hommes, la doctrine et même la langue française, à des nécessités présentes qu'on voit mal et qu'on ne nous aide pas à voir, nous ne voulons pas que le syndicalisme soit sacrifié à la politique à outrance et quelle politique à courte vue et à courtes passions!

Au fond, nous savons bien, ou du moins nous sentons que le mal vient de là, de ce qu'on sous-estime l'organisation vraiment ouvrière, le métier au profit de la politique ou, mieux, de l'agitation. Et l'un de nous se rappelle avec reconnaissance avoir été l'un des abonnés de la V. O. d'avant-guerre qui l'a aidé comme l'aidera encore la Révolution prolétarienne *du nouveau « noyau ».*

Croyez bien que vous gardez beaucoup d'amis dans le parti qui veulent y rester et qui, à cause de cela, ne veulent pas se découvrir. Le meilleur moyen d'aider le parti du dehors sera de leur venir en aide sans faire contre le parti les critiques compromettantes qu'on compte bien que vous ferez pour pouvoir justifier ce qu'on a dit de vous, que vous étiez les ennemis de la classe ouvrière.

***

Rectification qui ne rectifie rien

Dans notre « Deuxième lettre aux membres du P. C. », nous avons relevé une information fantaisiste publiée par la *Pravda* du 3 décembre dans le corps d'une dépêche du bureau parisien de l'agence Rosta. Michel Merlay, correspondant parisien de « Rosta », nous écrit à ce sujet :

« Je n'ai pas l'habitude de mentir. J'ai horreur des mensonges. Je pense surtout qu'il est absurde et indigne de se servir du mensonge comme d'un argument et d'une arme politique.

Voici le texte exact (en style télégraphique), le seul dont je prends la responsabilité, du passage incriminé de mon télégramme adressé à Moscou :

« ... Motion exclusion déclare *publication brochure sans autorisation Comité Directeur est contraire discipline virgule accusations personnelles lancées contre membres direction inadmissibles autant plus sincérité délégués mêmes prochain Congrès national mise doute virgule enfin Monatte consorts désapprouvent exclusion Souvarine virgule* brochure SEMBLE regretter exclusions Frossard, Méric, Verfeuil *et attribue crises politiques subies par Parti motifs personnes stop...* »

Si, à Moscou, on tripatouille les textes que Merlay télégraphie, c'est à lui qu'il appartient d'exiger les rectifications nécessaires. Sinon, il prend la responsabilité de ces tripatouillages. Mais cette question de responsabilité est pour nous secondaire. Le fait essentiel, c'est la façon dont les ouvriers russes sont informés des choses de France. Or, dans le cas présent, quel que soit le responsable, il reste que la *Pravda* a déformé complètement notre pensée, qu'elle nous a fait dire ce que nous n'avons jamais dit, — ainsi que pourront s'en rendre compte tous ceux qui liront ce que nous avons écrit et le rapprocheront de ce qu'a publié la *Pravda* — et qu'elle n'a jamais rectifié. C'est cette singulière manière d'*informer* les ouvriers russes que nous avons signalée et la lettre de Merlay n'y change rien.

NOTES ÉCONOMIQUES

Un problème capital d'économie communiste

Il y a quelque temps, l'agence *Rosta* publiait une étude sur les salaires actuellement pratiqués dans l'U. R. S. S. Il en ressortait que les salaires différaient considérablement selon les corps de métiers. Tandis que le salaire moyen de l'ouvrier du textile était de 83 kopeks 9, le salaire moyen du typographe était presque du double : 139 kopeks 2. Entre ces deux extrêmes il y avait toute la gamme des intermédiaires : 89 kopeks pour le mineur, 103 pour le métallurgiste, 128 pour l'ouvrier en cuir.

Or, l'affirmation fondamentale du communisme n'est autre que l'affirmation de l'équivalence des diverses espèces de travail. Pour le communiste une heure de travail vaut une heure de travail, qu'elle soit fournie par un ingénieur ou par un manœuvre, par un typographe ou par un tisserand. La seule condition est que cette heure de travail soit employée à un travail utile.

Dès lors, comment expliquer que dans une Economie prolétarienne, il puisse exister dans la rémunération du travail des différences au moins égales à celles qui existent dans la société capitaliste.

Cette question met en jeu toute la question de l'organisation de la production en régime communiste.

Avant guerre, le socialisme (en donnant à ce mot son sens le plus large) se divisait en deux grandes tendances sur la manière d'envisager le fonctionnement de ce qu'on appelait alors la « société future ».

La première tendance qu'on nommait « collectiviste », et à laquelle appartenait à peu près tout le socialisme parlementaire, envisageait la société socialiste sous la forme d'une sorte d'Etat qui serait propriétaire de tous les moyens de production, et règlerait directement et souverainement la production dans tous les domaines. Dans une telle Economie il n'y avait plus de place pour l'échange. Tous les producteurs étaient en somme des salariés de l'Etat. Saint-Simon et Louis Blanc peuvent être considérés comme les pères de cette doctrine.

L'autre tendance était celle des « communistes anarchistes ». Ce fut celle de Proudhon, d'Elisée Reclus, de Kropotkine. Pour ceux-ci la société communiste devait être constituée par tout un ensemble de groupes producteurs, dont chacun produirait librement, et qui *échangeraient* librement entre eux les produits de leur travail.

En gros on peut dire que la première conception construit la société communiste sur le type des exploitations d'Etat ; la seconde sur le type des coopératives.

Ces deux conceptions correspondaient si bien l'une et l'autre à des vérités profondes que la Révolution russe a été amenée, en ses quelques années à peine d'existence, à les expérimenter toutes deux successivement.

Le « communisme de guerre » ne fut pas autre chose que la réalisation du collectivisme : toute l'Economie russe était fondue en une seule grande unité, dirigée par un organe suprême, le Conseil d'Economie Nationale. L'échange n'existait plus : chacun apportait le produit de son travail à la masse, et chacun recevait de la masse une part uniforme, le « païok ».

La Nep relève, elle, beaucoup plutôt de la conception anarchiste. (Il va sans dire que par Nep, j'entends ici uniquement ce qu'il y a de fondamental dans la Nep, c'est-à-dire que j'en défalque les diverses concessions qui ont dû y être faites au capitalisme, afin d'obtenir du capital étranger les ressources nécessaires au relèvement des ruines occasionnées par la guerre étrangère et civile). Le trait essentiel de la Nep, c'est, en effet, la réintroduction de l'échange.

Avec la Nep les différentes entreprises nationalisées sont constituées en groupements autonomes, appelés « trusts » qui ont une vie économique indépendante : ils fabriquent avec leurs propres ressources, achètent et vendent, font des bénéfices ou subissent des pertes. En outre, existent également d'autres producteurs, tels que coopératives de production, artisans ou cultivateurs individuels, qui eux aussi produisent librement et échangent entre eux ou avec les « trusts » d'Etat les produits de leur travail.

Mais alors on conçoit que chaque entreprise étant autonome, possédant son propre budget et ses propres recettes, il puisse être donné des salaires différents aux travailleurs des différentes entreprises, selon que l'entreprise est prospère ou non.

Et ceci nous fait mettre le doigt sur le défaut essentiel de la conception anarchiste.

Si les moyens de production appartiennent à ceux qui les mettent en œuvre, si l'usine est à l'ouvrier, et le champ au paysan, le capitaliste est supprimé, il n'y a plus de parasite pour prélever une part sur le travail des producteurs, chacun possède ainsi le produit intégral de son travail, mais l'échange subsistant, et la valeur d'échange d'un objet quelconque ne dépendant pas seulement des conditions dans lesquelles on s'est trouvé pour faire ce travail, et des conditions où l'on se trouve pour échanger, il s'ensuit qu'à des travaux égaux ne correspondent point nécessairement des rémunérations égales.

Précisons.

Le propre de l'échange c'est que deux objets identiques s'échangent au même prix. Ainsi 2 kilos de charbon de même qualité s'échangeront toujours l'un et l'autre, pour une même quantité d'autres produits. Il est bien évident, en effet, que si je suis producteur de blé, par exemple, je n'accepterais de donner que la même quantité de blé pour l'un ou l'autre de ces deux kilos de charbon qui sont identiques. Or, si ces deux kilos de charbon proviennent de mines différentes, ils auront presque toujours exigé pour être extraits une quantité de travail différente, l'une des deux mines étant plus profonde que l'autre, le gisement y étant plus irrégulier, etc. Dès lors, les deux groupes de mineurs, celui qui exploite la mine la plus facile et celui qui exploite la mine la plus difficile, obtiendront bien la même quantité de blé, ou

de tous autres produits, pour une même quantité de charbon, mais pas pour une même quantité de travail. Les mineurs de la mine difficile auront donc leur travail moins rémunéré que ceux de la mine facile.

Or, c'est là une situation très générale, presque universelle. Elle existe dans l'agriculture à cause de la différence de fertilité des terres, elle existe pour toutes les catégories de mines, pour les chutes d'eau, etc.

En second lieu certains produits peuvent se trouver à un moment donné en quantité inférieure aux besoins. Alors, sans se préoccuper que ces produits n'auront pas pour cela demandé plus de travail, ceux qui en ont un besoin urgent n'hésiteront pas à augmenter la quantité de marchandises qu'ils offrent en échange, d'où pour les producteurs de ces produits un excès de rémunération. Celui-ci ne durera pas indéfiniment, car la rareté du produit ne durera pas, il arrivera même sans doute un jour où cet excès de rémunération se trouvera compensé par une rémunération inférieure à la normale, du fait cette fois d'une trop grande abondance du produit, mais la compensation peut tarder longtemps à se faire, trop longtemps pour que notre sens de la justice sociale n'ait point à en souffrir.

Le fonctionnement d'une société communiste sous la forme de groupements de producteurs autonomes aboutit donc forcément à la formation de groupements privilégiés.

Mais, d'autre part, l'expérience de la période du communisme de guerre, a démontré surabondamment, ce qu'il était d'ailleurs facile de prévoir, qu'une organisation unitaire, collectiviste, de la production, manquait totalement de la souplesse nécessaire à la bonne marche de la production, et surtout à ses progrès.

Nous sommes donc amenés à conclure que l'Economie communiste, non point celle de l'an 4.000, mais celle prochaine, telle que nous sommes appelés à la réaliser dans les décades qui viennent, consistera en une synthèse des deux principes. La production devra être répartie entre des groupes de producteurs distincts, jouissant d'une large autonomie, et échangeant leurs produits, mais sous l'autorité d'un organe régulateur central, chargé d'intervenir dans la production et l'échange de telle manière que, tout en pouvant profiter de l'intensité et de la bonne organisation qu'ils auront données à leur travail, les divers groupes de producteurs ne puissent s'approprier le bénéfice des avantages que leur procurent les conditions naturelles particulières dans lesquelles ils produisent, ou de ceux qui découlent de la situation du marché. Le bénéfice de ces avantages doit être sous une forme quelconque prélevé par l'organisme central, de façon à être réparti entre tous.

Bien entendu, cette synthèse ne saurait être résolue *à priori*, par une construction doctrinale. Ce n'est que par suite d'expériences qu'elle s'obtiendra. On peut cependant, dès maintenant, présumer que celle-ci se poursuivra selon un processus analogue à la méthode de la fourchette que les artilleurs emploient pour régler leurs tirs : un coup court, un coup long. A un essai trop collectiviste succèdera un essai trop anarchiste, puis un essai à nouveau trop collectiviste, mais moins que le premier, et ansi de suite.

Après le communisme de guerre, l'U. R. S. S. est passée à la Nep qui, les différences de salaires le montrent, a été, au moins à certains points de vue, un essai trop anarchique. Il est probable que le prochain pas sera un retour trop prononcé vers le collectivisme. Mais finalement le prolétariat arrivera à encadrer avec des écarts insignifiants le but qu'il s'est donné : l'établissement d'une société de producteurs travaillant librement et jouissant d'une rémunération égale pour un travail égal.

Chronique des Monopoles

Constructeur, exploitant et client

C'est une bien jolie opération de concentration verticale que celle que sont en train de réussir en Pologne Schneider et Loucheur, ce dernier sous les espèces de la Société Générale d'Entreprises (ancienne maison Giros et Loucheur).

Ils vont obtenir la concession à la fois de la construction et de l'exploitation d'un nouveau réseau de chemin de fer d'une longueur de 1.000 kilomètres environ.

Un chemin de fer, cela exige deux choses : une voie et du matériel roulant. Construire la voie, c'est l'affaire des entrepreneurs de travaux publics : la Société Générale d'Entreprises s'en chargera ; construire des locomotives et des wagons, c'est l'affaire des métallurgistes : Schneider le fera.

Le réseau établi, ce seront ses deux constructeurs qui, de concert, l'exploiteront. Quant au principal client, il ne sera autre que Schneider lui-même. Le nouveau réseau est en effet construit dans le but avoué de faciliter la répartition à travers la Pologne des produits métallurgiques et miniers de la Haute-Silésie et du bassin contigu de Dombrowa. Or, c'est Schneider et son groupe qui ont le contrôle de la presque totalité de l'industrie lourde de cette région.

Naturellement, l'Etat accorde sa garantie pour l'exploitation du chemin de fer. Ainsi, et c'est là bien entendu tout l'intérêt de la combinaison, Schneider et Loucheur, constructeurs, pourront sans crainte majorer le prix de leurs travaux et de leurs fournitures, et le client Schneider pourra sans crainte se faire accorder des tarifs de faveur pour le transport de ses produits métallurgiques, et de son charbon, cela grèvera très lourdement les charges de l'exploitation, mais Schneider et Loucheur, exploitants, n'y perdront rien tout de même ; c'est l'Etat polonais qui fournira de quoi combler le déficit et assurer le paiement des dividendes.

Le "Bon Marché" absorbe Dufayel

Ce n'est pas à proprement parler la constitution d'un monopole, ce n'est que de la concentration capitaliste ordinaire, mais c'en est un cas bien curieux : le « Bon Marché » vient d'absorber Dufayel (« Palais de la Nouveauté »).

Ainsi, le magasin chéri de la vieille bourgeoisie, celui qui n'a comme clients que tout ce qu'« il y a de mieux » à Paris et en province, le « Bon Marché », en un mot, se fond avec Dufayel, la boîte pour ouvriers, la boîte dont la fortune a été faite de la vente à crédit.

Le « Bon Marché » et Dufayel, les deux pôles opposés de l'industrie des Grands Magasins, réunis dans la même main, signe des temps !

R. LOUZON.

FAITS & DOCUMENTS

LES FAITS DU MOIS

Jeudi 1er janvier. — Une équipe de briseurs de grèves de la bande Poublan-Raynier tente à Douarnenez d'assassiner Le Flanchec.

Vendredi 2. — Les Comités exécutifs de la IIe Internationale et de l'Internationale syndicale d'Amsterdam tiennent une conférence commune à Bruxelles.

Mardi 6. — Les sardinières de Douarnenez obtiennent satisfaction.

— *L'Avenir Social* de Tunis est poursuivi.

Dimanche 11. — Le Syndicat des Terrassiers de Seine et Seine-et-Oise décide de rester à la C. G. T. U.

— Congrès extraordinaire des Fonctionnaires.

Lundi 12. — Le Conseil de Guerre d'Orléans met Sadoul en liberté provisoire.

— Grève de 48 heures des mineurs de Ronchamp pour protester contre des renvois.

Espagne : Maurin blessé par la police est arrêté à Barcelone.

Jeudi 15 janvier. — Interpellation Masson, Henriet et Garchery sur la grève de Douarnenez.

— La C. G. T. U. propose à la C. G. T. la constitution d'un Comité Syndical central antifasciste.

Vendredi 16. — Trois conférences syndicale, coopérative, féminine du parti communiste.

— Décret instituant le Conseil National économique.

Samedi 17. — Congrès communiste : intervention de Dunois et Loriot; Treint falsifie une lettre de Souvarine.

Russie : Le C. C. et la Commission Centrale de contrôle donnent un avertissement catégorique à Trotsky.

Dimanche 18. — Congrès communiste : intervention de Rappoport.

Lundi 19. — Déclarations du délégué de l'Exécutif au Congrès du parti communiste.

Mercredi 21. — Rapport de Sémard sur l'unité syndicale au Congrès du parti communiste.

Jeudi 22. — Dernière journée du Congrès du parti communiste.

Vendredi 23. — Mort de Simon dit Ricq, le délégué mineur de Méricourt, organisateur du sauvetage des victimes de la catastrophe de 1906 aux mines de Courrières.

Samedi 24. — L'Union Confédérée des ouvriers des P. T. T. et la minorité des ouvriers unitaires des P. T. T. se constituent en Syndicat national.

Chine. — On annonce, de source anglaise, reconnue fausse par la suite, la mort de Sun Yat Sen.

Dimanche 25. — Congrès de fusion des U. D. de Seine et de Seine-et-Oise.

Angleterre. — Conférence minoritaire trade-unioniste à Battersea.

Lundi 26. — Entrevue à Douai entre les Compagnies minières du Pas-de-Calais et du Nord et les vieux syndicats. Une augmentation de 40 0/0 des primes temporaires est accordée pour trois mois.

Mardi 27. — La sentence arbitrale du préfet du Tarn est repoussée par les grévistes de Mazamet.

— Le député socialiste Spinasse fait à la Chambre le procès de la révolution russe.

Vendredi 30. — La C. G. T. U. propose de nouveau à la C.G.T. un Congrès d'unité.

La Conférence d'Amsterdam et l'unité syndicale internationale

Le Comité Exécutif de la F. S. I. a tenu une réunion à Amsterdam, le 6 février. A son ordre du jour figurait la question de l'unité syndicale internaéionale mise au premier plan de l'actualité par le voyage de la délégation anglaise à Moscou.

Le *Peuple* et l'*Humanité* ayant négligé de renseigner exactement leurs lecteurs, nous reproduisons le compte rendu que l'envoyé spécial du *Daily Herald* a donné de la discussion :

Amsterdam, 6 février. — Le grand débat sur la question russe a commencé ce matin, après une déclaration personnelle de Purcell — qui présidait — disant que ce qu'il a proposé à Moscou ce n'est pas un congrès mondial des deux Internationales, comme on l'a dit, mais une conférence de la F. S. I. et des syndicats russes.

Le débat fut ouvert par une brutale motion d'Oudegeest déclarant que toute base d'accord étant impossible, il y avait lieu de rompre les négociations avec les Russes.

Jouhaux intervint pour demander aux Anglais, sur un ton assez mordant, comment ils pouvaient concevoir un Comité franco-russe semblable au Comité anglo-russe proposé par les Unions britanniques, étant donné le fait qu'un tel Comité devrait comprendre des Français hostiles à la Centrale affiliée de France.

C'est alors que le point de vue anglais fut exposé par Fred Bramley dans un long discours, soigneusement préparé et remarquable.

Il rappelle l'histoire des négociations russes et les incidents de la récente visite de la délégation anglaise en Russie. Quelques discours prononcés là-bas furent en partie inspirés par l'atmosphère d'enthousiasme existant et n'auraient pu être prononcés dans des conditions plus calmes. Mais les Anglais ont examiné les propositions des Russes avec la plus grande prudence et ils les ont trouvées raisonnables.

Bramley insiste pour que la question russe soit traitée avec le même calme que les autres points de l'ordre du jour. La délégation anglaise en Russie ne fut pas sous l'influence russe. Sa composition était très mélangée. Quelques-uns de ses membres peuvent avoir des sympathies communistes, mais d'autres étaient portés vers les socialistes révolutionnaires, et d'autres encore, enfin, étaient d'opinions moins avancées.

En tout cas, le mouvement britannique n'est pas sous l'influence communiste. Lui-même appartient à l'aile droite du mouvement et n'est certainement pas communiste, mais il est obligé d'admettre que les ouvriers russes ont fait un progrès considérable sous le régime communiste et que les

présentes méthodes sont seules possibles si ce progrès doit continuer.

Nul n'est forcé d'approuver tous les actes des communistes russes. Ils ont été incontestablement sanglants, mais il y a des précédents à de tels actes dans l'histoire de la Révolution française. Et les Anglais eux-mêmes ont coupé la tête d'un roi.

En concluant par un appel en faveur de la proposition britannique d'une réunion mixte, Bramley déclara que cette question est de la plus haute importance pour les ouvriers du monde entier et en la considérant sous cet angle, les Anglais pensent internationalement et non nationalement.

Quand la Conférence se réunit à nouveau dans l'après-midi, il était visible que la ferme attitude de la délégation britannique et le discours prudent mais sans équivoque de Bramley avaient produit leur effet.

Plusieurs délégués firent comprendre qu'ils ne s'opposeraient pas à la proposition britannique et Oudegeest qui, ce matin, paraissait conduire le mouvement en faveur d'une rupture complète avec les Russes et était supposé parlant au nom du Bureau de la F. S. I., expliqua qu'il avait été mal compris. Après l'intervention de Grassmann (Allemagne), Mertens (Belgique), Durr (Suisse), Cook et Fimmen pour les Internationales des Mineurs et des Transports, il devint clair que si le Bureau adoptait la position prise le matin par Oudegeest et l'incorporait dans une résolution il serait battu.

Cependant, vers la fin de la journée, après une discussion qui fut par moments fort vive, un compromis fut suggéré par Stenhuis (Hollande) et Schmidt (Internationale des Employés) qui, on l'espère jettera un pont entre l'hostilité absolue de l'aile droite de la F. S. I. et l'attitude plus tolérante des Anglais.

Le texte de la résolution qui n'était pas encore définitif au moment où la séance fut levée, stipule que si les Russes expriment formellement le désir d'adhérer à Amsterdam, il n'y aura pas d'objection à la réunion commune entre eux et la F. S. I.

Il est évident que ce compromis, ainsi rédigé, détruit le principe même de la proposition britannique.

Dans les conditions présentes, la délégation britannique, appuyée par une ou deux délégations internationales, ne pourrait vraisemblablement l'accepter. La discussion reprendra demain matin, quand la décision critique sera prise.

A la réunion du dimanche, la résolution suivante fut votée :

Le Comité Exécutif de la F. S. I., après avoir examiné la correspondance échangée entre la F. S. I. et le Conseil panrusse des syndicats, charge le Comité Exécutif de la F. S. I. d'aviser le Conseil panrusse des syndicats que la F.S.I. est disposée à admettre la Fédération panrusse des syndicats quand celle-ci exprimera le désir de donner son adhésion.

La F. S. I. déclare également qu'elle est prête à convoquer une conférence à Amsterdam avec le Conseil panrusse des syndicats pour un échange de vues, aussitôt que possible, après que le Conseil panrusse aura signifié son désir d'être admis comme membre de la F. S. I.

Treize voix se sont prononcées pour l'adoption de ce texte. Sept contre : Purcell, Fred Bramley, A. J. Cook, J. Brown (Angleterre); Ed. Fimmen (Internationale des Transports), et Madsen (Danemark).

Maurin à Monjuich

Jamais général ne fut autant et aussi bien battu que Primo de Rivera, jamais chef militaire n'encaissa d'aussi répétés et humiliants échecs. Pourtant, et c'est ce qui est inquiétant, il dure. Cela en dit long sur la situation présente de l'Espagne.

Furieux des défaites essuyées au Maroc, il se venge en Espagne, sur les révolutionnaires. La censure sévit. Les emprisonnements se multiplient. Même il a fait exécuter récemment deux ouvriers qu'un conseil de guerre avait cependant acquittés.

Le dernier exploit de ses policiers est l'arrestation de notre camarade Maurin. Ce n'est pas la première fois que Maurin est incarcéré. Faisant partie du groupe de militants syndicalistes qui s'efforcent de tirer la Confédération Nationale du Travail hors de l'ornière où elle s'est enfoncée et de lui redonner sa puissance ancienne, toujours sur la brèche et au premier rang dans la bataille, il est tout désigné aux coups du pouvoir. Mais l'acharnement qu'on a mis cette fois à s'emparer de lui, la tentative d'assassinat commise sur lui par les sbires qui l'ont arrêté, son abandon à l'hôpital après l'opération, enfin son transfert dans la sinistre geôle de Monjuich, tout cela est de nature à inspirer les plus graves inquiétudes sur le sort qui lui est réservé.

Quand Primo de Rivera, profitant du discrédit où étaient tombés les politiciens, libéraux comme conservateurs, s'empara du pouvoir, les communistes et les syndicalistes révolutionnaires proposèrent aux socialistes et aux réformistes de l'Union Générale des Travailleurs de former un front unique de défense contre la dictature. Ces derniers refusèrent. Abandonnant les ouvriers et les paysans — chair à canon pour le Maroc — ils allèrent même jusqu'à flirter avec le dictateur. Ce n'est qu'aujourd'hui, venant après les politiciens bourgeois et à leur remorque, comme toujours, qu'ils songent à engager une action contre les généraux vaincus. Encore peut-on être sûr qu'ils maintiendront cette action dans d'étroites limites et faut-il voir là surtout un indice que le Directoire a du plomb dans l'aile.

Il sera intéressant d'étudier un jour les causes du déclin de la Confédération Nationale du Travail qui, en 1919, avait rassemblé 800.000 adhérents, et dont l'influence, débordant considérablement Barcelone et la Catalogne semblait devoir s'étendre pour la première fois, sur le pays tout entier.

Pour l'instant, la tâche urgente est d'arracher Maurin des griffes de la dictature et, avec lui, les centaines de révolutionnaires qui peuplent les prisons. Le fait qu'Alphonse XIII a dû renoncer aux poursuites engagées à sa requête contre le romancier Blasco Ibânez, indique que ni le roi ni son général ne se sentent très solides et surtout qu'ils ne tiennent pas à ce qu'on s'occupe trop d'eux hors d'Espagne.

Pour être féconde, l'agitation ne doit pas se borner à des meetings parisiens. Il faut rapidement attirer l'attention des ouvriers des ports qui font le trafic avec l'Espagne Le boycottage des produits espagnols, voilà le mot d'ordre dont la campagne présente doit préparer la réalisation.

L'expulsion de M. N. Roy

Herriot recevait Mac Donald avec de bruyantes démonstrations d'amitié. C'était un frère en démocratie et, avec lui, il allait faire de grandes choses. Mac Donald est parti en laissant pour compte à Herriot le protocole de Genève. L'interlocuteur est maintenant Austen Chamberlain. L'accueil est plus réservé et les sujets de conversation ne sont plus les mêmes. Finis les dialogues pacifistes. Les propositions du ministre britannique sont désormais plus réalistes et plus brutales. Lors de son premier voyage sur le Continent, d'Herriot à Mussolini et au pape, il s'est efforcé de préparer une croisade contre la Russie des soviets, contre les Musulmans et les Jaunes, considérés comme ses alliés. C'est ce qu'un journal officieux indiquait sous le titre : « M. Austen Chamberlain demande à faire renaître l'Entente Cordiale ». Herriot qui avait imaginé et surtout annoncé autre chose n'était peut-être pas tout à fait prêt à accueillir un projet difficile à qualifier de pacifiste. Mais l'Anglais ne manquait pas d'arguments : la bourgeoisie française n'est pas plus disposée que la bourgeoisie britannique à permettre aux Musulmans de se libérer de son joug. Pourquoi ne pas mener la lutte ensemble ? Et pour écraser les Musulmans, il faut écraser aussi la Russie des soviets qu'ils considèrent comme la seule puissance amie dans le monde.

Si la collaboration politique n'est pas encore complète entre les deux pays, c'est qu'il y a quelques difficultés préliminaires à résoudre, dont quelques-unes sont d'importance. En outre cela ne peut se faire sans marchandages. Mais la collaboration policière est déjà pleinement réalisée. Chamberlain était à Paris en décembre. Le 3 janvier, Herriot signait un arrêté d'expulsion contre M. N. Roy, le chef des communistes hindous, dont la police anglaise, acharnée à le poursuivre, savait qu'il résidait depuis quelque temps à Paris. L'arrêté fut exécuté aussitôt que les policiers politiques franco-anglais réussirent à s'emparer de notre camarade. L'expulsion eut lieu de la façon la plus brutale, sans délai. Ce que les gouvernants d'avant-guerre refusaient parfois même au tsar, le chef du Bloc des Gauches l'avait accordé sournoisement au représentant de l'impérialisme britannique.

L'Angleterre connaît, depuis la guerre, de grandes difficultés aux Indes. Elle a appelé les Hindous sur les champs de bataille de la guerre du Droit, pour la liberté des peuples. Cela a des conséquences. Et la Révolution russe leur a donné la volonté d'en finir avec une domination qui leur est devenue insupportable. L'Angleterre essaie tantôt de la manière forte (massacre d'Amritsar), tantôt de la manière douce (lois constitutionnelles Chelmsford-Montagu de 1919, accordant de maigres libertés politiques aux indigènes). En vain, le mécontentement et l'agitation persistent et s'étendent. Le mouvement de non coopération, dont Gandhi est l'initiateur, prend, un moment, des proportions menaçantes.

M. N. Roy voit les faiblesses du parti du Swaraj. Il les signale. Il s'efforce de l'entraîner, de le pousser en avant, de lui faire comprendre les nécessités de la lutte contre un impérialisme encore puissant quoique ébranlé et résolu à se défendre par tous les moyens que la « civilisation » a mis entre ses mains. Il montre aussi que le mouvement d'émancipation nationale ne peut vaincre que s'il se lie au mouvement d'émancipation des travailleurs des villes. Ceux-ci se sont montrés déjà capables de mener de grandes batailles. Il y a eu de grandes grèves d'ouvriers du textile — l'industrie dominante, — des tramways, des cheminots. Il faut unir ces deux forces.

L'impérialisme britannique sent qu'il a en M. N. Roy, un ennemi résolu et redoutable. Il le pourchasse, le poursuit et le fait condamner par ses tribunaux, imagine un complot pour atteindre ceux qu'il considère comme ses complices, le fait expulser hier d'Allemagne, aujourd'hui de France.

Il n'est pas sans intérêt de rapprocher cette expulsion d'une histoire scandaleuse dont le héros est aussi un Hindou et dont les journaux anglais de décembre dernier furent remplis. L'héritier d'un de ces potentats indigènes par les moyens desquels l'Angleterre assure sa domination, venu en Europe pour faire la noce, tomba entre les mains de bandits de la bonne société britannique, la femme, le mari, le souteneur, qui, de concert, au moyen du stratagème classique, lui extorquèrent un chèque de 150.000 livres sterling — treize millions de francs, au cours. L'affaire eut son épilogue dans un grand hôtel parisien. Elle fut révélée par un procès, la bande n'ayant pu se mettre d'accord pour le partage. On cacha d'abord, pudiquement, le nom de l'Hindou aux treize millions. On le désigna comme Mr. A. Puis il fallut bien révéler son identité. C'était Sir Hari Singh, héritier du maharajah de Cachemire.

De tels individus, qui sèment les chèques de 150.000 livres sterling — on peut imaginer ce que ces énormes fortunes représentent de vies de paysans hindous — sont les alliés des gentlemen britanniques et la France leur est hospitalière. Mais l'homme qui connaît ces hontes, les misères qu'elles révèlent, qui les dénonce et ne s'est assigné d'autre but que de libérer les victimes sans nombre de cette double tyrannie, le Bloc des Gauches ne peut tolérer qu'il séjourne sur le sol de France. — A. R.

A travers Livres et Revues

Nous avons reçu :

Victor-Serge : *Lénine* 1917. La Pensée et l'Action de Lénine depuis son départ de Suisse jusqu'à la prise du pouvoir. Prix : 2 fr. (Edit. de la Librairie du Travail.)

Pour l'indépendance du syndicalisme. Discours prononcé par Lartigue, au Congrès de la F.P.U. (avril 1924). Préface de Marie Guillot. Prix : 0 fr. 30. (Edition de l'*Unitaire des P.T.T.*, R. Audin, 16, rue Bleue, Paris 9e.)

Signalons au sommaire du dernier numéro paru de l'*Internationale Syndicale Rouge* (nov. 1924) les articles de Thalheimer et Nin, à l'occasion du 60e anniversaire de la première Internationale, de Losovsky sur « les premiers résultats de la lutte pour l'Unité ».

:=: ENTRE NOUS :=:

— Vous parlez de reprendre la *Vie Ouvrière* d'avant guerre et vous n'avez pas expliqué, dans un « Entre Nous » bon enfant, à la manière de jadis, ce que vous comptiez faire, ce que vous attendiez des camarades à qui vous avez adressé ce numéro... c'est un fâcheux oubli.

— Non, ce n'est pas un oubli. Nous nous sommes tout simplement laissés surprendre par l'abondance de la copie.

Ce que nous comptons faire? Donner au mouvement révolutionnaire français la revue ouvrière qui lui manque. Le quotidien, l'hebdomadaire ont leur tâche. Une revue a la sienne, qui n'est pas négligeable. Elle consiste à étudier les grandes questions théoriques et pratiques, à dégager les leçons des événements qui se produisent, à ramasser les informations et les documents dont les militants ont besoin. Nous sommes à un moment où ce travail est plus que jamais indispensable.

Nous voulons étudier les problèmes de la Révolution, soulevés par l'expérience russe, et travailler à la reconstitution de l'unité syndicale, nationale et internationale. Nous le ferons en serrant de près les difficultés et non en les fuyant.

Pour les uns, nous sommes trop syndicalistes. Pour d'autres nous sommes trop communistes. Ceux qui n'ont besoin que d'un catéchisme, quel qu'il soit, ne trouveront probablement pas leur compte ici. Mais tous ceux qui font un effort pour s'informer honnêtement, pour se former une opinion en connaissance de cause ne perdront pas leur temps en nous lisant.

Il y a déjà trop de publications, dit-on souvent, et l'on ne peut tout lire, surtout quand, ouvrier, on dispose de peu de loisirs. Il y en a trop, c'est entendu. Cependant, il est quasi impossible de trouver dans cet amas ce dont on a besoin. C'est parce que nous l'avons ressenti, ce besoin, que nous avons formé notre petite coopérative intellectuelle et que notre « noyau » syndicaliste communiste a fondé une revue plutôt qu'un petit journal quelconque.

Les grandes études sur les questions importantes y voisineront avec des monographies des principales luttes ouvrières, avec des lettres venues de tous les points de l'Internationale, avec des rubriques plus alertes et très diverses, comme le « Carnet du Sauvage », le « Parmi nos Lettres », l' « A travers livres, revues, journaux », les « Notes Economiques », les « Faits et Documents ».

Voilà ce que nous comptons faire. Voyons maintenant ce que nous attendons de ceux qui sont prêts à nous aider.

Nous voulons que cette revue vive par ses propres moyens, c'est-à-dire avec le produit de ses abonnements, de sa vente, de la publicité, faite sur les pages de couverture et... les souscriptions de ses amis.

Le prix de 2 francs le numéro et de 20 francs l'abonnement d'un an a pu paraître élevé. Il correspond exactement au prix de revient. Nous ne pouvons servir la revue à un prix inférieur à ce qu'elle nous coûte d'impression et de frais de poste. Notre budget ne comporte pas un sou pour la rédaction ni pour l'administration. Tout ce travail est assuré gratuitement par des camarades qui se répartissent la besogne. Nous n'avons pas même voulu risquer la dépense d'un local; c'est ainsi que Godonnèche a été amené à hospitaliser notre siège. Nous voulons joindre les deux bouts et nous les joindrons.

Mais il faut que l'on nous aide. Nous avons institué trois catégories d'abonnement : *l'abonnement ordinaire* à 20 francs, qui représente uniquement la valeur matérielle des douze numéros que nous servirons; *l'abonnement de soutien* à 100 francs pour les amis qui ont à cœur de faire un effort; *l'abonnement de grand soutien* à 1.000 francs pour ceux qui sont dans une situation plus aisée. L'abonnement à 100 francs, comme celui à 1.000 francs, pourra être versé en plusieurs fois.

Nous voulons trouver dans l'année : 2.000 abonnements ordinaires à 20 francs; 100 à 100 fr. et 10 à 1.000 francs.

Comme vous y allez, nous dira-t-on. Oui, c'est ainsi que nous allons. Et les premiers résultats obtenus ne sont pas trop mauvais. Déjà, nous avons reçu cinq abonnements à 1.000 francs, une dizaine à 100 francs et plus de 200 à 20 francs. Et nous avons à peine mis le nez dehors.

Sur les 1.500 camarades qui recevront ce numéro, plusieurs centaines n'attendront pas plus longtemps pour nous envoyer leur abonnement.

Il faut qu'ils fassent plus.

Ils doivent nous demander des carnets d'abonnement et faire autour d'eux, parmi les camarades qu'ils connaissent, la chasse aux abonnés.

Ils doivent dresser tout de suite une liste d'abonnés possibles de leur localité ou de leur région à qui nous ferons l'envoi d'un numéro et d'une circulaire les invitant à s'abonner. Nous voudrions pouvoir chaque mois, pendant la période de début et de lancement, tâter un millier de « possibles ». Ces adresses judicieusement choisies, ce sont nos amis seuls qui peuvent nous les fournir.

Nous ne voudrions pas rester, comme la *Vie Ouvrière* d'avant guerre, une revue d'abonnés. Nous avons donc mis un millier d'exemplaires dans les kiosques parisiens. Combien y en aura-t-il eu de vendus? Nous ne le saurons qu'après la remise du deuxième numéro qui fera rentrer le premier. Mais n'ayant fait aucun affichage, ayant eu à subir une sorte de conspiration du silence, nous ne pouvons escompter un résultat merveilleux du premier coup. C'est encore sur nos amis que nous comptons pour stimuler les marchandes de journaux, leur demander de mettre en vue la *Révolution Prolétarienne*, et pour signaler à ceux de leurs camarades qui ne pourraient s'abonner, qu'ils peuvent la prendre au numéro dans les kiosques.

Si les amis connus et inconnus que nous comptons tant à Paris qu'en province veulent s'en donner la peine, ce n'est pas en décembre prochain. que nous aurons les 2.000 abonnés; nous les aurons bien avant.

Assurons des fondations solides à la *Révolution Prolétarienne*. Faisons-le rapidement.

Librairie des Sciences politiques et sociales, MARCEL RIVIÈRE, 31, rue Jacob - PARIS (VIe)

Georges SOREL

La Ruine du Monde Antique

Conception matérialiste de l'Histoire

Deuxième édition augmentée
avec avant-propos de E. BERTH

Un volume in-16 . . . . . **9** fr.

Édouard BERTH

Guerre des États
ou
Guerre des Classes

Un volume in-16 . . . . . **9** fr.

Œuvres complètes de P.-J. PROUDHON

Nouvelle édition
publiée sous la direction de MM. C. BOUGLÉ et H. MOYSSET

De la Capacité politique des Classes ouvrières

Introduction et notes de Maxime LEROY

Un volume. . . . . **18** fr.

Un Document indispensable pour tous ceux
qui veulent comprendre quelque chose
aux discussions sur le soi-disant "trotskysme".

L. TROTSKY

Cours Nouveau

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION DE L'ÉDITEUR.
PRÉFACE.
I. La question des générations dans le Parti.
II. La composition sociale du Parti.
III. Groupes et formations fractionnelles.
IV. Le bureaucratisme et la révolution.
V. Tradition et politique révolutionnaire.
VI. La « sous-estimation » de la paysannerie.
Annexe. — Les questions fondamentales de la politique alimentaire et agraire.
VII. Le plan dans l'économie.

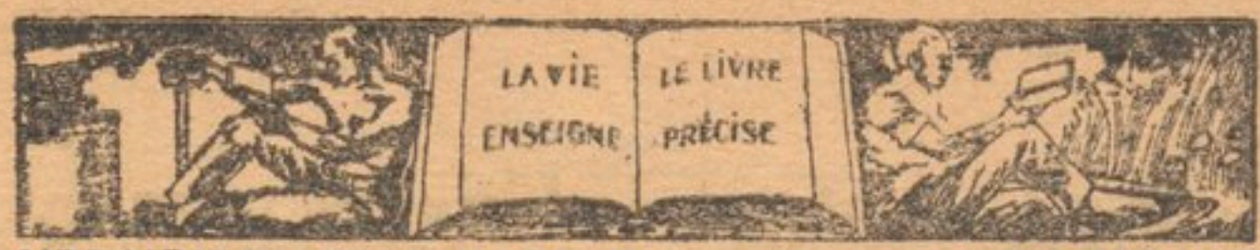
ANNEXES

I. Cours nouveau.
II. Du fonctionnarisme dans l'armée et ailleurs.
III. Sur la liaison entre la ville et la campagne.
IV. Deux générations.

L'exemplaire : **2** Fr. (*franco* : **2 50**)

Le demander à **la RÉVOLUTION PROLETARIENNE**, 17, rue André-del-Sarte - PARIS (XVIIIe)

TÉLÉPHONE
COMBAT 08-02
R. C. 251-310



LIBRAIRIE DU TRAVAIL. 96, QUAI DE JEMMAPES. PARIS (10e)

CHÈQUE POSTAL
MARCEL HASFELD
N° 43.08

Le Livre qu'il faut lire
à l'approche du 18 Mars

C. TALÈS

La Commune de 1871

Préface de Léon TROTSKY

Prix : 8 fr.

A paraître le 5 Mars :

LÉNINE

PAR LÉON TROTSKY

Prix .. .. 8 fr.

En préparation :

L'Économie Capitaliste

Principes d'Économie Politique

PAR ROBERT LOUZON

Prix .. .. 8 fr.

Histoire et Education Prolétariennes

Réflexions sur l'Éducation

PAR ALBERT THIERRY

Préface de Marcel Martinet - Biographie de Louis Clavel

Prix .. .. 10 fr.

La Ville en danger

Pétrograd, l'An II de la Révolution

PAR VICTOR SERGE

Prix .. .. 3 fr.

FAITS ET DOCUMENTS

Vient de paraître :

La Planchette à Livres

Bibliographie Prolétarienne
Paraissant Cinq fois l'An
Abonnement annuel : 2 fr.

JANVIER
MARS
MAI
JUILLET
NOVEMBRE

1. **La Déchéance du Capitalisme**
par Robert LOUZON
Prix 0.50

2. **LÉNINE-1917**
par Victor SERGE
Prix . .. . 2 fr.

Sous presse :

3. **Un fait par Jour...**
Petit Calendrier Prolétarien
Prix . .. . 1 fr.

Vient de paraître :

Hommage à Lénine

"BONNE FEUILLE XXVI"

1	exemplaire	fco	0.25
10	—	—	2. »
25	—	—	4. »
50	—	—	7. »
100	—	—	13. »
500	—	—	60. »
1000	—	—	100. »

Pour recevoir les bons Livres et Brochures du mois, abonnez-vous au Colis Mensuel — Notice sur demande

Le Gérant : V. GODONNÈCHE (Travail exécuté par des ouvriers syndiqués) Imp. Cent. de la Bourse, 117, r. Réaumur.